

# Table des matières

## Rapport de gestion

|   |    |
|---|----|
| 1. Points saillants                                     | 1  |
| 2. Introduction   | 2  |
| 3. À propos de CAE                                      | 4  |
| 4. Variations du change                                 | 11 |
| 5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières      | 12 |
| 6. Résultats consolidés                                 | 15 |
| 7. Résultats par secteur                                | 18 |
| 8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés    | 23 |
| 9. Situation financière consolidée                      | 25 |
| 10. Regroupements d'entreprises                         | 27 |
| 11. Modifications de méthodes comptables                | 28 |
| 12. Contrôles et procédures                             | 28 |
| 13. Principales informations financières trimestrielles | 29 |

## États financiers consolidés intermédiaires

|  |    |
|--|----|
| État consolidé de la situation financière          | 30 |
| État consolidé du résultat net                     | 31 |
| État consolidé du résultat global                  | 32 |
| État consolidé des variations des capitaux propres | 33 |
| Tableau consolidé des flux de trésorerie           | 34 |

## Notes annexes

|   |    |
|---|----|
| Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables                    | 35 |
| Note 2 – Modifications de méthodes comptables                                       | 36 |
| Note 3 – Regroupements d'entreprises  | 37 |
| Note 4 – Créances clients et autres débiteurs                                       | 38 |
| Note 5 – Facilités d'emprunt et charges financières – montant net                   | 38 |
| Note 6 – Participation gouvernementale  | 39 |
| Note 7 – Capital-actions, résultat par action et dividendes                         | 39 |
| Note 8 – Rémunération du personnel  | 40 |
| Note 9 – Autres profits – montant net   | 40 |
| Note 10 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie et résultat net | 41 |
| Note 11 – Juste valeur des instruments financiers                                   | 41 |
| Note 12 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques                          | 44 |
| Note 13 – Transactions avec les parties liées                                       | 46 |



# Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 31 décembre 2017

## 1. POINTS SAILLANTS

### DONNÉES FINANCIÈRES

#### TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018

##### **Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2017**

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 704,4 millions \$ ce trimestre, en hausse de 58,4 millions \$, soit 9 %, par rapport au trimestre précédent et de 21,7 millions \$, soit 3 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 2 049,3 millions \$, en hausse de 79,5 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

##### **Résultat opérationnel sectoriel total<sup>1</sup> en hausse par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2017**

- Le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 112,8 millions \$ ce trimestre, en hausse de 3,5 millions \$, soit 3 %, par rapport au trimestre précédent et de 11,4 millions \$, soit 11 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 319,9 millions \$, en hausse de 40,6 millions \$, soit 15 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

##### **Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2017**

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 117,9 millions \$ (soit 0,44 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 65,2 millions \$ (soit 0,24 \$ par action) au trimestre précédent, en hausse de 52,7 millions \$, soit 81 %, et à 67,6 millions \$ (soit 0,25 \$ par action) au troisième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 50,3 millions \$, soit 74 %;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 246,9 millions \$ (soit 0,92 \$ par action), comparativement à 184,6 millions \$ (soit 0,69 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 62,3 millions \$, soit 34 %;
- Puisque nous n'avons inscrit aucun coût de restructuration, d'intégration et d'acquisition ni aucun élément fiscal non récurrent au cours du trimestre écoulé ou du trimestre précédent, le résultat net avant les éléments particuliers<sup>1</sup> est égal au résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, alors qu'il s'établissait à 69,6 millions \$ (soit 0,26 \$ par action) au troisième trimestre de l'exercice 2017;
- Puisque nous n'avons inscrit aucun coût de restructuration, d'intégration et d'acquisition ni aucun élément fiscal non récurrent au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2018, le résultat net avant les éléments particuliers est égal au résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, alors qu'il était de 196,0 millions \$ (soit 0,73 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent;
- En raison de l'adoption d'une baisse du taux d'imposition fédéral des sociétés aux États-Unis, un recouvrement d'impôt sur le résultat de 33,7 millions \$ (soit 0,13 \$ par action pour le trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2018) a été pris en compte dans le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société.

##### **Flux de trésorerie disponibles<sup>1</sup> liés aux activités poursuivies de 146,0 millions \$ ce trimestre, en hausse par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2017**

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à 187,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à 97,1 millions \$ au trimestre précédent et à 156,1 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance<sup>1</sup> et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 17,7 millions \$ ce trimestre, à 17,2 millions \$ au trimestre précédent et à 16,6 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie ont totalisé 23,2 millions \$ ce trimestre, 23,2 millions \$ au trimestre précédent et 20,8 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent.

##### **Capital utilisé<sup>1</sup> en hausse de 115,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

- Le fonds de roulement hors trésorerie<sup>1</sup> a diminué de 90,7 millions \$ pour s'établir à 192,0 millions \$ à la fin de la période;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 145,3 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont augmenté de 104,1 millions \$ et de 42,9 millions \$, respectivement;
- La dette nette<sup>1</sup> s'établissait à 711,6 millions \$ à la fin du trimestre, par rapport à 669,8 millions \$ au trimestre précédent.

<sup>1</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

## COMMANDES<sup>2</sup>

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes<sup>2</sup> pour le trimestre s'est établi à 1,74 (ratio de 2,43 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 0,71 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,29 (ratio de 1,43 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,12 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé);
- Les prises de commandes totales se sont chiffrées à 1 222,8 millions \$, par rapport à 931,4 millions \$ au trimestre précédent et à 989,4 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2017;
- Le carnet de commandes total<sup>2</sup>, qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées, s'établissait à 7 368,3 millions \$ au 31 décembre 2017.

### Solutions de formation pour l'aviation civile

- Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a signé des contrats d'une valeur prévue de 1 007,0 millions \$, notamment des contrats portant sur 26 simulateurs de vol (FFS).

### Défense et sécurité

- Le secteur Défense et sécurité a obtenu des contrats d'une valeur de 187,9 millions \$.

### Santé

- Le secteur Santé a reçu de nouvelles commandes évaluées à 27,9 millions \$.

## REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

- Ce trimestre, nous avons conclu l'acquisition de la participation restante de 50 % d'AirAsia dans l'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (AACE) pour une contrepartie en trésorerie de 114,8 millions \$ CA (90 millions \$ US) et une contrepartie conditionnelle en trésorerie payable à long terme pouvant atteindre 10 millions \$ US si certains critères sont respectés.

## AUTRES

- Nous avons acquis une participation de 45 % dans Pelesys, créant ainsi une coentreprise avec un chef de file mondial en matière de solutions de formation et de didacticiels pour l'aviation.

## 2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2018* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2018;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2017;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 9 février 2018 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion), les états financiers intermédiaires consolidés non audités et les notes qui les complètent pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2017. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au troisième trimestre de l'exercice 2018. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et est fondée sur des chiffres non audités.

---

<sup>2</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers intermédiaires consolidés non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 et à nos états financiers consolidés audités annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel 2017 vise également à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, [www.cae.com](http://www.cae.com), sur celui de SEDAR, [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ou sur celui d'EDGAR, [www.sec.gov](http://www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs ([investisseurs@cae.com](mailto:investisseurs@cae.com)).

## NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou si nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

## MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des termes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à formuler des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de recherche et de développement (R-D), les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits et la gestion des programmes, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, les relations de travail, la responsabilité environnementale et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les systèmes de technologie de l'information, y compris les menaces à la cybersécurité, la durée du cycle de vente, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, l'instabilité politique, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, y compris le risque de corruption, et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes influant sur notre activité vous sont fournies dans notre rapport financier 2017. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

### 3. À PROPOS DE CAE

#### 3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Appuyés par 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 8 500 employés, 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

#### 3.2 Notre mission

Par l'intermédiaire de la formation que nous fournissons, nous visons à améliorer la sécurité du transport aérien, la préparation aux missions des forces de défense et la capacité du personnel médical à sauver des vies.

#### 3.3 Notre vision

Notre vision est d'être reconnus mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et la préparation.

#### 3.4 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des fabricants OEM.

### MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

*Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.*

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous sommes en position unique pour répondre aux besoins des pilotes professionnels tout au long de leur carrière, d'élève-pilote à commandant de bord. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Notre vaste expérience du secteur et notre leadership éclairé en la matière, notre important réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons des services de formation aéronautique dans 30 pays et, grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants d'avions commerciaux, d'avions d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 252 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et façonnons l'avenir de la formation au moyen d'innovations comme nos systèmes de formation de prochaine génération, qui amélioreront la qualité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances axées sur les données de vol et de simulation jusqu'ici inexploitées. En tant que chef de file du secteur de la formation, nous poursuivons notre stratégie de recrutement, de perfectionnement et de maintien en poste des meilleurs instructeurs, qui représentent notre deuxième groupe d'employés en importance, après les ingénieurs. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde avec huit écoles de pilotage et un parc de plus de 165 avions. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision (MRO).

Qualité, fidélité, fiabilité et innovation sont au cœur du matériel de simulation de vol de marque CAE, et nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Notre équipement de simulation de vol, incluant nos FFS, est conçu pour satisfaire aux exigences rigoureuses tout au long de leur durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Notre portée mondiale nous permet d'offrir les meilleurs services de soutien sur le marché, comme la surveillance à distance en temps réel, en plus de nous permettre de tirer parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de service.

### **Facteurs déterminants du marché**

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Croissance du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés.

### **Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes**

La formation dans le secteur de l'aviation civile est un marché essentiellement récurrent en raison d'un environnement fortement réglementé en vertu de normes mondiales et nationales, notamment en ce qui a trait aux licences et aux attestations des pilotes. Ces exigences de formation obligatoires et récurrentes sont réglementées par les autorités réglementaires aéronautiques nationales et internationales telles que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) et la Federal Aviation Administration (FAA).

Au cours des dernières années, les modes d'attestation des pilotes et les exigences réglementaires sont devenus de plus en plus rigoureux. La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde, comme en témoignent les exigences de l'AESA et de la FAA visant la formation de licence de pilote en équipage multiple (MPL), la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis et la prévention et le rétablissement en cas de perte de contrôle (UPRT).

### **Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires**

La concurrence est vive dans le secteur de l'aviation commerciale, ce qui oblige les exploitants à constamment mettre en œuvre des initiatives d'excellence opérationnelle et d'efficacité pour générer des rendements satisfaisants tout en maintenant les normes de sécurité les plus strictes au monde et la confiance des voyageurs. Il est de plus en plus intéressant pour les transporteurs de miser sur l'expertise en formation de partenaires dignes de confiance comme CAE pour combler les lacunes d'efficacité grandissantes, les questions de pénurie de pilotes, l'évolution de la réglementation et des environnements de formation et les programmes d'appareils en cours. En s'associant à un fournisseur de formation comme CAE, les transporteurs ont immédiatement accès à une flotte internationale de simulateurs, à des cours, à des programmes et à des instructeurs, et sont ainsi plus en mesure de mettre en place les flottes d'appareils qui répondent le mieux à leurs besoins.

### **Croissance à long terme prévue du trafic aérien**

La croissance à long terme du trafic aérien donne lieu à une demande accrue pour l'équipage de conduite, le personnel de cabine, le personnel de maintenance et le personnel au sol, ce qui propulse la demande de solutions de formation.

Dans le secteur de l'aviation commerciale, le secteur de l'aéronautique prévoit généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien sera de 3,7 % par année au cours de la prochaine décennie. Pour l'année civile 2017, le trafic passagers a augmenté de 7,6 % par rapport à l'année civile 2016. Le trafic passagers a progressé de 10,1 % en Asie et de 8,2 % en Europe, alors qu'il s'est accru de 7,0 % en Amérique latine, de 6,4 % au Moyen-Orient, et de 4,2 % en Amérique du Nord.

Dans le secteur de l'aviation d'affaires, il existe un lien étroit entre la demande de formation et les vols d'avions d'affaires. Selon la FAA, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a affiché une progression de 3,2 % au cours des 12 derniers mois. En outre, selon Eurocontrol, organisme européen voué à la sécurité de la navigation aérienne, le nombre total de vols d'affaires en Europe a augmenté de 6,0 %.

Pour ce qui est des solutions de formation sur hélicoptères, la demande est principalement tributaire du niveau d'activité extracôtière dans le secteur du pétrole et du gaz, puisque les exploitants d'hélicoptères œuvrant dans ce secteur constituent la majorité de la clientèle de ce segment de formation relativement restreint.

Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une récession prolongée, la volatilité des prix du pétrole ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

### **Croissance du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service**

En tant que fournisseurs de solutions de formation intégrées, notre croissance à long terme est étroitement liée au parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service.

Le parc mondial d'avions commerciaux a progressé à un taux annuel moyen de 3,1 % au cours des 20 dernières années et devrait afficher un taux moyen de croissance d'environ 3,5 % par année au cours des deux prochaines décennies en raison de l'augmentation de la demande provenant des marchés émergents et des transporteurs à bas prix de même que du remplacement d'appareils dans les marchés établis. De décembre 2016 à décembre 2017, la flotte mondiale d'avions commerciaux s'est accrue de 4,7 %, affichant une hausse de 6,9 % en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique (EMOA), une augmentation de 5,0 % en Asie-Pacifique ainsi qu'une croissance modeste de 2,3 % en Amérique.

Les principaux fabricants OEM de jets d'affaires vont de l'avant avec leur intention d'introduire divers nouveaux modèles d'appareils au cours des prochaines années, dont les Global 7000/8000 de Bombardier, les Citation Longitude et Hemisphere de Cessna, un nouveau programme Falcon de Dassault, les 500/600 de Gulfstream et le PC-24 de Pilatus.

Grâce à notre réseau de formation en aviation d'affaires, à notre gamme complète de programmes de formation, aux relations à long terme que nous entretenons avec les fabricants OEM clés et à nos investissements continus dans notre réseau, nous sommes en bonne position pour satisfaire à la demande de formation découlant de la mise en service de ces nouveaux programmes d'appareils.

Notre solide fossé concurrentiel sur le marché de l'aviation civile, caractérisé par notre vaste réseau mondial de formation, les meilleurs instructeurs qui soient, des programmes de formation complets et des partenariats solides avec les transporteurs aériens et les exploitants d'avions d'affaires en matière de formation, nous permet de combler les besoins en formation découlant d'une flotte croissante d'avions commerciaux en service.

Nous sommes en bonne position pour tirer parti de notre leadership technologique et de notre savoir-faire, notamment les FFS de série CAE 7000XR et les dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity<sup>MC</sup>, pour fournir des solutions de formation qui répondent aux besoins croissants des transporteurs aériens qui continuent d'exploiter leurs propres centres de formation.

### **Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés**

Nous disposons d'une grande marge de manœuvre dans le marché des services de formation, grâce à la demande à long terme soutenue pour des professionnels de l'aviation qualifiés. Cette demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes et des livraisons d'avions. L'expansion des économies mondiales et des flottes des transporteurs a donné lieu à une pénurie de personnel qualifié nécessaire pour répondre à cette capacité croissante.

Publié en juin 2017, notre rapport *Perspectives sur la demande de pilotes de ligne* fait état du besoin mondial de 255 000 nouveaux pilotes de ligne au cours des 10 prochaines années afin de maintenir la croissance de l'industrie du transport aérien commercial. Il souligne également le besoin de promouvoir 180 000 copilotes au poste de commandants de bord afin de réagir à l'expansion rapide des flottes et de compenser les nombreux départs à la retraite. Cela signifie que plus de 50 % des pilotes d'avions commerciaux qui seront en poste dans 10 ans n'ont pas encore commencé leur formation. Pour soutenir cette demande accrue, le secteur de l'aéronautique devra se doter de solutions innovatrices qui répondront aux besoins de formation d'une nouvelle génération de professionnels de l'aviation qualifiés, ce qui donne lieu à une hausse de la demande de services et de produits de formation fondée sur la simulation.

### **MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ**

*Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.*

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions intégrées d'entraînement réel, virtuel et constructif (iLVC) destinées aux forces de défense. La plupart des forces militaires combinent l'entraînement en vol, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la formation constructive axée sur les simulations générées par ordinateur. Grâce à son savoir-faire et à son expérience en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, CAE est à même d'aider les forces de défense à atteindre un équilibre optimal dans leur entraînement iLVC afin d'assurer la préparation aux missions. Notre savoir-faire en matière d'entraînement englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des appareils télépilotés, aussi appelés systèmes aériens sans pilote. Nous transposons de plus en plus nos capacités d'intégration de systèmes de formation au domaine naval afin de fournir des solutions d'entraînement naval, comme l'illustre le programme portant sur la fourniture d'un centre d'entraînement naval complet pour la marine des Émirats arabes unis (EAU). Nous offrons des solutions d'entraînement aux forces terrestres, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major. Nous fournissons également des solutions de formation aux organismes gouvernementaux en matière de gestion des urgences et des catastrophes.



Les forces de défense s'efforcent de faire davantage appel à l'entraînement virtuel et d'équilibrer leurs programmes entre la formation réelle, virtuelle et constructive de manière à maximiser la préparation et l'efficacité. En conséquence, nous nous tournons de plus en plus vers des programmes qui intègrent l'entraînement réel, virtuel et constructif, programmes dont l'envergure est habituellement plus grande que ceux ne portant que sur une composante d'une telle solution. Intégrateurs de systèmes de formation de premier plan, nous sommes dans une position unique pour offrir à nos clients une gamme complète de solutions iLVC innovatrices allant de la formation en classe, sur simulateur et en vol aux répétitions de missions immersives et menées en coopération dans un environnement synthétique. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions d'entraînement imparties dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins en formation, des services de conception de systèmes d'entraînement, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, des dispositifs d'entraînement synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes d'entraînement et de didacticiels, des services de formation en classe, sur simulateur et en vol, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement.

Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à une cinquantaine de forces de défense dans plus de 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et des services d'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous continuons d'accroître notre soutien à l'entraînement en vol, notamment aux termes du programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada et des programmes d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation.

### **Facteurs déterminants du marché**

La demande pour nos solutions d'entraînement sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Croissance des budgets de défense;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance;
- Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation;
- Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées de recourir davantage à la formation synthétique;
- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement.

### **Croissance des budgets de défense**

En décembre 2017, le gouvernement américain a officiellement promulgué la *National Defense Authorization Act* pour son exercice financier 2018, autorisant un budget de défense de quelque 700 milliards \$ US. En outre, la majorité des 29 pays membres de l'OTAN ont exprimé leur intention d'investir davantage dans la défense au cours des prochaines années, dont le Canada, qui compte porter ses dépenses annuelles en défense de quelque 19 milliards \$ à 33 milliards \$ au cours des 10 prochaines années. L'OTAN et les pays alliés font toujours face aux défis immédiats associés à la lutte contre le terrorisme, et ils renouvellent et fortifient de plus en plus leurs mesures de défense stratégique à la lumière des menaces géopolitiques émergentes et résurgentes. La croissance des budgets de défense aux États-Unis et dans la plupart des pays de l'OTAN, ainsi que dans d'autres régions comme l'Asie et le Moyen-Orient, créera des occasions accrues dans l'ensemble du secteur de la défense. L'entraînement est au cœur de l'atteinte et du maintien de la préparation aux missions pour les forces de défense, et on s'attend à ce que la croissance des dépenses en défense donne lieu à des occasions correspondantes pour les systèmes et solutions d'entraînement.

### **Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance**

L'efficacité que tirent nos clients de la sous-traitance de leurs services de formation et de soutien est un autre facteur déterminant du savoir-faire et des capacités de CAE. Les forces de défense et les gouvernements continuent de trouver des moyens de réduire les coûts et d'améliorer la préparation tout en permettant aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services d'entraînement, tendance qui devrait se maintenir et qui s'aligne parfaitement avec la stratégie de CAE visant la croissance de services récurrents à long terme. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services d'entraînement parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement, pour un investissement en capital moins élevé, et qu'elle soutient l'entraînement nécessaire à la demande de formation des équipages et à l'atteinte du niveau de préparation souhaité. Par exemple, nous offrons maintenant des services de formation sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine au centre d'entraînement de Dothan, en Alabama. Ce nouveau centre offre des services complets de formation en classe, sur simulateur et en vol, et nous estimons que ce type de programme de prestation de services d'entraînement deviendra de plus en plus intéressant pour les forces de défense dans le monde.

### ***Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation***

Le rythme accru des opérations, un personnel limité et des pressions budgétaires ont conduit les forces de défense du monde à trouver des partenaires fiables pour les aider à mettre au point, à gérer et à livrer les systèmes d'entraînement nécessaires aux plateformes et opérations complexes d'aujourd'hui. Les forces armées considèrent de plus en plus une approche plus intégrée et « globale » pour ce qui est de l'entraînement. Pour les aider à gérer la complexité et les défis qu'ils doivent relever, de nombreux programmes d'entraînement font désormais appel à des partenaires de l'industrie pour la conception et la gestion d'un système d'entraînement dans son ensemble. CAE utilise l'expression « intégration des systèmes de formation » pour désigner cette approche, et elle a positionné la Société mondialement en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, peu importe la plateforme. Le but ultime pour les forces de défense est de maximiser l'uniformité en vue d'accroître l'efficacité, de réduire les coûts et, plus important encore, d'améliorer la préparation aux missions. En tant qu'intégrateur de systèmes de formation, CAE tient compte des facteurs iLVC pour élaborer un entraînement complet qui répond tant aux besoins du débutant qu'à ceux des troupes appelées à mener des missions opérationnelles interarmées.

### ***Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition***

Les forces armées se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions, et pour assurer l'intégration et la mise en réseau de systèmes disparates afin que les forces militaires puissent s'entraîner dans un monde virtuel. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement en vol et aux exercices de préparation traditionnels. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Par exemple, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada, entre autres, ont élaboré des plans et des stratégies articulés autour d'un système combinant l'iLVC au sein d'un environnement synthétique commun connecté à un réseau. Le ministère de la Défense du Royaume-Uni a manifesté son intention d'établir et d'acquiescer une architecture de simulation conçue pour améliorer l'intégration de l'entraînement connecté à un réseau tout en accordant davantage la priorité à l'environnement synthétique plutôt qu'à la formation sur appareil. Nous collaborons activement avec d'autres acteurs du secteur, comme l'illustre notre collaboration, annoncée en novembre 2017, pour l'élaboration de solutions de formation iLVC. Nous préconisons également les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune de l'Open Geospatial Consortium (OGC CDB), qui facilitent l'entraînement aux missions intégré et en réseau.

### ***Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées d'avoir davantage recours à la formation synthétique***

Le recours accru à la formation synthétique par les forces de défense est l'un des moteurs de l'expertise et des capacités de CAE. Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter la formation synthétique pour une tranche plus élevée de leur programme total en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les avions, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à l'entraînement sur les plateformes de systèmes d'armes réelles et des coûts nettement plus faibles. La formation synthétique offre aux forces armées un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Le coût élevé de l'entraînement sur appareil, la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel et le réalisme accru des technologies de simulation de pointe sont autant de facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation synthétique. La nature de l'entraînement axé sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la transition vers un recours accru à la formation synthétique est en progression. Un exemple de cette transition est le programme de la U.S. Navy visant le P-8A, qui remplace le P-3C Orion. CAE a été retenue pour la conception et la construction, pour le compte de Boeing, de 18 dispositifs d'entraînement au vol opérationnel P-8A pour la U.S. Navy. Alors que le programme de formation du P-3C était composé de formation synthétique à hauteur d'environ 30 %, le programme de formation du P-8A est fondé à quelque 70 % sur la formation synthétique. Ce niveau de rééquilibrage de la formation sur appareil et de la formation virtuelle illustre la volonté des gouvernements et des forces de défense dans le monde d'accroître leur utilisation de la formation synthétique.

### ***Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients***

CAE génère une proportion élevée d'activités récurrentes grâce à sa position de premier plan sur des plateformes durables, notamment aux termes de contrats de services à long terme. La majorité des forces de défense dans les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis ont ralenti la production de nouvelles plateformes et reporté à plus tard les nouvelles acquisitions, ce qui a poussé les forces militaires à maximiser l'utilisation de leurs plateformes existantes. Les mises à niveau, la modernisation et les programmes de prolongation de la durée de vie permettent aux forces de défense d'exploiter leurs actifs existants tout en créant un éventail d'occasions de mises à niveau de simulateurs et de services de soutien à la formation. Les plateformes durables comme l'avion de transport C-130 Hercules, qui est utilisé dans plus de 60 pays, constituent un solide réseau permettant de générer de nouvelles affaires. Grâce à son important réseau existant de simulateurs installés dans le monde, notre position de partenaire de choix pour des programmes comme l'Aircrew Training System axé sur le KC-135 de la U.S. Air Force (USAF) et la formation des équipages des MQ-1 Predator/MQ-9 Reaper de même qu'à son expérience des grandes plateformes durables, CAE est en excellente position pour assurer la mise à niveau et la modernisation récurrentes des produits, de même que pour offrir des services de maintenance et de soutien. De plus, il existe une forte demande pour des plateformes durables, dont le C-130, le P-8A, le C295, le MH-60R et les MQ-1/MQ-9, dans des marchés mondiaux de la défense, créant ainsi des occasions de fournir des nouveaux systèmes et services de formation pour des plateformes que CAE connaît très bien.

### **Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement**

Nous sommes un important partenaire pour les fabricants OEM grâce à notre expérience, à notre présence mondiale et à nos technologies innovatrices. Nous nous allions à des fabricants du secteur de la défense et de la sécurité en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les fabricants OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale en systèmes d'entraînement. Par exemple, Boeing a conçu l'avion de patrouille maritime P-8A et a confié à CAE la conception et le développement de dispositifs d'entraînement au vol opérationnel P-8A pour la U.S. Navy et la Royal Australian Air Force, et elle continue de commercialiser le P-8 à l'échelle internationale, ce qui crée de nouvelles occasions pour CAE. Parmi les autres exemples des relations qu'entretient CAE avec les fabricants OEM quant à des plateformes qui créent des occasions d'affaires, mentionnons les partenariats avec Airbus Defence & Space pour le C295, qui a été sélectionné au Canada en vertu du projet de remplacement d'aéronefs de recherche et sauvetage à voilure fixe, avec Leonardo pour la formation sur avion de chasse d'entraînement M-346, avec Lockheed Martin pour l'appareil de transport C-130J Super Hercules, que plusieurs divisions de l'USAF et de forces militaires internationales sont en voie d'acquérir, et avec General Atomics pour les aéronefs télépilotes Predator. Nous faisons également partie de l'Équipe Seahawk, de concert avec la U.S. Navy et des sociétés comme Lockheed Martin/Sikorsky, laquelle offre l'hélicoptère MH-60R en vertu du programme de ventes militaires à l'étranger à des clients internationaux.

### **MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ**

*Nous concevons et fabriquons des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élaborons des didacticiels et offrons des services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi que des médecins partout dans le monde.*

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant les erreurs médicales. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité des soins aux patients. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît, et les centres de simulation sont de plus en plus présents dans les écoles de soins infirmiers et les facultés de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention chirurgicale, des solutions audiovisuelles, des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation fondées sur la simulation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans quelque 90 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau mondial. Nous sommes un chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine évolués simulant des réactions humaines réalistes aux interventions cliniques. Par exemple, notre simulateur d'accouchement haute fidélité Lucina a été conçu pour offrir des scénarios de simulation d'un réalisme exceptionnel qui permettent de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares. En 2017, nous avons lancé CAE Juno, premier mannequin de compétences cliniques fondamentales conçu pour les programmes de soins infirmiers, plus important segment du marché de la formation en soins de santé. Juno permet aux programmes de soins infirmiers de s'adapter aux nouvelles réalités que sont les conditions complexes des patients hospitalisés et les questions de responsabilité en soins de santé et, en conséquence, les problèmes d'accès aux patients pour les apprenants.

Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous offrons de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 500 expériences cliniques simulées à l'intention de nos clients. Notre Académie s'est associée à l'International Nursing Association for Clinical Simulation and Learning (INACSL) pour mettre en place un programme de bourses de recherche fondé sur les meilleures pratiques internationales en matière de simulation dans le secteur des soins de santé, lequel compte des groupes d'étudiants aux États-Unis, au Royaume-Uni et aux Émirats arabes unis.

Nous offrons des solutions clés en main, des services de gestion de projets et des services professionnels dans le cadre de programmes de simulation dans le domaine des soins de santé. Nous collaborons également avec des fabricants d'équipements médicaux et des sociétés scientifiques pour mettre au point des solutions de formation innovatrices et personnalisées. En collaboration avec l'American Society of Anesthesiologists (ASA), nous avons, en septembre 2017, lancé Anesthesia SimSTAT, un environnement clinique virtuel à l'intention des médecins. Cette nouvelle plateforme offre une formation médicale continue pour le maintien de la certification en anesthésie (MOCA) et nous a permis d'étendre l'accès à la formation clinique fondée sur la simulation au domaine de l'anesthésiologie. En outre, par l'intermédiaire d'un partenariat sectoriel avec un fabricant d'équipements médicaux, nous avons mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à implanter des stimulateurs cardiaques de prochaine génération. En janvier 2018, nous avons annoncé une collaboration avec l'American Heart Association (AHA) en vue d'établir un réseau d'établissements de formation mondiaux qui offriront des cours de secourisme de l'AHA dans des pays actuellement mal desservis. Le premier établissement de formation mondial de l'AHA que CAE Santé est autorisée à exploiter sera ouvert dans le centre de formation polyvalent de CAE Brunei à Brunei Darussalam.

### **Facteurs déterminants du marché**

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales;
- Utilisation de plus en plus importante de la simulation, et demande pour des démarches de formation innovatrices et adaptées;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients.

### **Accès limité à de vrais patients pendant la formation**

La formation médicale a toujours été une formation d'apprenti dans le cadre de laquelle l'étudiant administre des soins aux patients sous la supervision d'une personne plus expérimentée. Ainsi, les étudiants jouent un rôle plus limité et font moins souvent face à des interventions risquées, à des complications rares et à des décisions critiques. Le recours à la simulation dans les programmes de formation professionnelle complète l'apprentissage classique et permet aux étudiants de développer leurs compétences cliniques et leur sens critique ainsi que d'être exposés à des événements plus rares comportant un risque de complications plus élevé. En 2014, le U.S. National Council of State Boards of Nursing (NCSBN) a publié une étude révolutionnaire sur l'efficacité de la formation fondée sur la simulation dans les programmes de formation en soins infirmiers préalables à l'obtention du permis d'exercer. Entre autres, l'étude montrait que les étudiants en soins infirmiers qui passaient jusqu'à 50 % de leurs heures cliniques dans un environnement de simulation de qualité étaient aussi bien préparés à l'exercice de leur profession que les étudiants qui avaient acquis la totalité de leur expérience dans un environnement clinique traditionnel.

La simulation offre une expérience de formation uniforme et reproductible et permet de s'exercer sur une variété de patients et de scénarios qu'il ne serait pas possible d'égaliser en pratique clinique normale. Par exemple, notre simulateur d'échographie Vimedix est doté de plus de 200 pathologies en cardiologie, médecine d'urgence et obstétrique/gynécologie. Le modèle de formation et d'éducation est en évolution, comme l'ont montré les corps militaires dans le monde et, tout récemment, le Pentagone américain, qui ont dans la plupart des cas interdit d'effectuer des tests sur des tissus vivants dans le cadre de la formation médicale. Les simulateurs de CAE Santé représentent une solution de rechange peu risquée en matière de procédures d'intervention pour sauver des vies, de formation d'équipes interprofessionnelles et d'intervention en cas de catastrophe majeure.

### **Révolution dans le domaine des technologies médicales**

L'évolution des technologies médicales favorise l'utilisation de la simulation. Les nouveaux équipements médicaux et les procédures de pointe, comme l'échographie intracardiaque, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. Les organismes de réglementation et de certification resserrent constamment leurs exigences voulant que les cliniciens soient formés avant l'adoption de bouleversements technologiques, tâche pour laquelle la simulation est parfaitement adaptée. En tant que partenaire de formation de choix des principaux fabricants OEM, nous continuons de collaborer à la prestation de formation innovatrice et adaptée visant l'introduction de nouvelles procédures chirurgicales. Nous avons été la première entreprise à commercialiser une application de réalité mixte intégrant les HoloLens de Microsoft sur le marché de la simulation médicale grâce au lancement du simulateur d'échographie CAE VimedixAR. En janvier 2018, nous avons lancé la nouvelle application de réalité mixte LucinaAR, premier simulateur d'accouchement au monde à être équipé de réalité augmentée intégrant la physiologie.

### **Utilisation de plus en plus importante de la simulation, et demande pour des démarches de formation innovatrices et adaptées**

Les ventes de produits et de services fondés sur la simulation dans le secteur de la santé visent principalement la formation médicale. Nous estimons à quelque 1,1 milliard \$ US la valeur totale du marché de la simulation médicale. L'Amérique du Nord est le plus important marché de la simulation en soins de santé, suivie de l'Europe et de l'Asie. Avec l'aide de plus de 55 distributeurs dans le monde, nous atteignons des marchés nouveaux et émergents afin de répondre à la demande internationale potentielle pour la formation fondée sur la simulation. CAE sépare le marché de la simulation en soins de santé en les catégories suivantes : simulateurs de réalité virtuelle, augmentée et mixte, simulateurs de patients haute fidélité, simulateurs d'intervention, dispositifs de formation aux tâches moyenne ou basse fidélité, simulateurs d'échographie, solutions audiovisuelles, solutions de gestion de centres de simulation, environnements cliniques simulés et services de formation. Des éléments de plus en plus nombreux démontrent que la simulation médicale accroît les compétences cliniques, améliore les résultats pour les patients et réduit les erreurs médicales, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

### **Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients**

CAE prévoit que l'on adoptera de plus en plus la formation et la certification fondées sur la simulation destinées aux professionnels de la santé afin d'améliorer la sécurité et les résultats pour les patients. Nous sommes d'avis que cette situation donnerait naissance à un marché potentiel beaucoup plus important que le marché actuel, qui est essentiellement fondé sur l'éducation. Selon une étude effectuée par des chercheurs en sécurité des patients et publiée dans le *British Medical Journal* en mai 2016, les erreurs médicales commises dans les hôpitaux et dans d'autres établissements de santé sont la troisième cause de décès dans les hôpitaux américains. Grâce à la simulation, les cliniciens peuvent accroître leur confiance, leurs connaissances et leur expertise en vue d'améliorer la sécurité des patients dans un environnement sans risque. La simulation est un élément nécessaire ou recommandé d'un mouvement croissant vers l'évaluation et la certification à enjeux élevés, notamment, aux États-Unis, en matière de maintien de la certification MOCA, d'éléments de chirurgie par laparoscopie et de soins avancés de réanimation traumatologique. En outre, l'Accreditation Council for Graduate Medical Education évolue vers une évaluation axée sur les résultats ayant des critères précis d'évaluation et de comparaison de la performance, ce qui favorise l'adoption de produits et de formation fondés sur la simulation.

#### 4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

|                          | 31 décembre<br>2017 | 30 septembre<br>2017 | Augmentation /<br>(diminution) | 31 mars<br>2017 | Augmentation /<br>(diminution) |
|--------------------------|---------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------|--------------------------------|
| Dollar américain (\$ US) | 1,25                | 1,25                 | — %                            | 1,33            | (6) %                          |
| Euro (€)                 | 1,51                | 1,47                 | 3 %                            | 1,42            | 6 %                            |
| Livre sterling (£)       | 1,69                | 1,67                 | 1 %                            | 1,67            | 1 %                            |

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

|                          | 31 décembre<br>2017 | 30 septembre<br>2017 | Augmentation /<br>(diminution) | 31 décembre<br>2016 | Augmentation /<br>(diminution) |
|--------------------------|---------------------|----------------------|--------------------------------|---------------------|--------------------------------|
| Dollar américain (\$ US) | 1,27                | 1,26                 | 1 %                            | 1,33                | (5) %                          |
| Euro (€)                 | 1,49                | 1,47                 | 1 %                            | 1,44                | 3 %                            |
| Livre sterling (£)       | 1,68                | 1,64                 | 2 %                            | 1,66                | 1 %                            |

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une diminution de 6,1 millions \$ des produits des activités ordinaires du trimestre et à une diminution de 0,4 million \$ du résultat net par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une diminution de 8,8 millions \$ des produits des activités ordinaires et à une diminution de 1,3 million \$ du résultat net par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2017. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du troisième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois de nos champs d'activité :

##### – Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des investissements de ces établissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres. Nous appliquons la comptabilité de couverture d'investissements nets de manière à couvrir nos investissements nets dans nos entités aux États-Unis. Nous avons désigné une tranche du montant en capital de nos placements privés libellés en dollars américains et certaines obligations liées à des contrats de location-financement comme éléments de couverture de ces investissements.

##### – Nos activités de production hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde et Royaume-Uni)

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par ces établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

##### – Nos activités de production au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous exerçons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les soldes de trésorerie, créances et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante de nos produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), alors qu'une part importante de nos dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change.

À cet effet, nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts en monnaie étrangère du contrat. Or, puisque nos produits des activités ordinaires ne sont pas couverts dans leur intégralité, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net. Cette exposition résiduelle peut être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme.

Afin d'atténuer au minimum l'incidence potentielle des fluctuations des taux de change, nous effectuons également des transactions de couverture des autres coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

## 5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

### Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

### Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

### Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

### Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

### Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente).

### Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

### Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

### Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

### Prises de commandes et carnet de commandes

#### *Prises de commandes*

Les prises de commandes sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat, et prenons en compte la valeur des produits des activités ordinaires attendus. Les produits des activités ordinaires futurs provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

#### *Carnet de commandes*

Les commandes engagées sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté.

Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus.

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est, à notre avis, élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée. Lorsqu'une option est exercée, elle est sortie des commandes non financées et est inscrite dans les prises de commandes de la période au cours de laquelle elle est exercée.

Le carnet de commandes total comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées.

### Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

### Résultat net avant les éléments particuliers

Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure de rechange de nos résultats opérationnels. Il correspond à notre résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société majoré des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition après impôt et des éléments fiscaux non récurrents. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

### **Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

### **Résultat opérationnel sectoriel total**

Le résultat opérationnel sectoriel total est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme de la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

### **Résultat par action avant les éléments particuliers**

Le résultat par action avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et des éléments fiscaux non récurrents du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond aux coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition après impôt et aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

### **Taux d'utilisation**

Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de lien direct avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.



## 6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### 6.1 Résultat opérationnel – troisième trimestre de l'exercice 2018

| <i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>  | T3-2018       | T2-2018 | T1-2018 | T4-2017 | T3-2017   |
|--|---------------|---------|---------|---------|-----------|
| Produits des activités ordinaires  | <b>704,4</b>  | 646,0   | 698,9   | 734,7   | 682,7 \$  |
| Coût des ventes  | <b>488,7</b>  | 458,0   | 486,2   | 499,7   | 483,4 \$  |
| Marge brute <sup>3</sup>   | <b>215,7</b>  | 188,0   | 212,7   | 235,0   | 199,3 \$  |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>  | <b>30,6</b>   | 29,1    | 30,4    | 32,0    | 29,2 %    |
| Frais de recherche et de développement <sup>3</sup>  | <b>29,8</b>   | 30,0    | 32,3    | 31,3    | 28,8 \$   |
| Frais de vente, généraux et d'administration   | <b>98,6</b>   | 75,1    | 94,8    | 109,5   | 90,0 \$   |
| Autres (profits) pertes – montant net  | <b>(15,1)</b> | (18,3)  | 0,3     | (12,3)  | (6,8) \$  |
| Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence                                 | <b>(10,4)</b> | (8,1)   | (12,5)  | (14,4)  | (14,1) \$ |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition   | <b>—</b>      | —       | —       | 20,0    | 2,8 \$    |
| Résultat opérationnel <sup>3</sup>   | <b>112,8</b>  | 109,3   | 97,8    | 100,9   | 98,6 \$   |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>  | <b>16,0</b>   | 16,9    | 14,0    | 13,7    | 14,4 %    |
| Charges financières – montant net  | <b>16,9</b>   | 17,5    | 17,8    | 16,3    | 18,5 \$   |
| Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées  | <b>95,9</b>   | 91,8    | 80,0    | 84,6    | 80,1 \$   |
| (Produit) charge d'impôt sur le résultat   | <b>(24,0)</b> | 24,8    | 14,6    | 14,8    | 11,0 \$   |
| <i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i> | <b>(25)</b>   | 27      | 18      | 17      | 14 %      |
| Résultat des activités poursuivies   | <b>119,9</b>  | 67,0    | 65,4    | 69,8    | 69,1 \$   |
| Résultat des activités abandonnées   | <b>—</b>      | —       | —       | (0,7)   | 0,2 \$    |
| Résultat net   | <b>119,9</b>  | 67,0    | 65,4    | 69,1    | 69,3 \$   |
| Attribuable aux :  |               |         |         |         |           |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société   |               |         |         |         |           |
| Activités poursuivies  | <b>117,9</b>  | 65,2    | 63,8    | 67,4    | 67,6 \$   |
| Activités abandonnées  | <b>—</b>      | —       | —       | (0,7)   | 0,2 \$    |
|  | <b>117,9</b>  | 65,2    | 63,8    | 66,7    | 67,8 \$   |
| Participations ne donnant pas le contrôle  | <b>2,0</b>    | 1,8     | 1,6     | 2,4     | 1,5 \$    |
|  | <b>119,9</b>  | 67,0    | 65,4    | 69,1    | 69,3 \$   |
| Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société             |               |         |         |         |           |
| De base et dilué   | <b>0,44</b>   | 0,24    | 0,24    | 0,25    | 0,25 \$   |

#### Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent et de 3 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017

Les produits des activités ordinaires poursuivies sont en hausse de 58,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 64,7 millions \$, soit 19 %, essentiellement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs découlant de l'accroissement des livraisons et du taux d'utilisation de simulateurs, surtout en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent. La diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients du fait d'une combinaison moins favorable de produits a été contrebalancée par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'échographie et des simulateurs d'intervention;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont diminué de 5,9 millions \$, soit 2 %, essentiellement du fait de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes en Europe et au Moyen-Orient, neutralisée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et asiatiques de même que par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

<sup>3</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont augmenté de 21,7 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 19,1 millions \$, soit 8 %, essentiellement du fait de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes en Amérique du Nord et au Moyen-Orient, neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 1,7 million \$, soit 6 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'échographie, des solutions de gestion de centres et des simulateurs d'intervention. La hausse a été annulée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des garanties sur les simulateurs de patients;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile sont demeurés stables par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017. L'accroissement du taux d'utilisation de simulateurs, surtout en Amérique, a été annulé par l'augmentation des produits des activités ordinaires de l'exercice précédent du fait des livraisons de FFS en carnet acquis de Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT).

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires poursuivies se sont établis à 2 049,3 millions \$, en hausse de 79,5 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 40,5 millions \$, soit 5 %, essentiellement du fait de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes en Amérique du Nord et au Moyen-Orient, neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et australiens de même que par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 35,4 millions \$, soit 3 %, essentiellement en raison de la hausse du taux d'utilisation de simulateurs et de l'apport des simulateurs nouvellement déployés dans notre réseau, surtout en Amérique, et de l'accroissement de la demande pour nos services de placement de membres d'équipage;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 3,6 millions \$, soit 5 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'intervention et des simulateurs d'échographie vendus à des clients militaires de même que des solutions de gestion de centres. Cette augmentation a été atténuée par la diminution des produits des activités ordinaires tirés d'alliances avec des fabricants OEM et des garanties sur les simulateurs de patients.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

**Résultat opérationnel sectoriel total<sup>4</sup> en hausse de 3,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 11,4 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017**

Pour le trimestre écoulé, le résultat opérationnel s'est établi à 112,8 millions \$, soit 16,0 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 109,3 millions \$, soit 16,9 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 98,6 millions \$, soit 14,4 % des produits des activités ordinaires, au troisième trimestre de l'exercice 2017. La Société n'a comptabilisé aucun coût de restructuration, d'intégration ou d'acquisition au cours du trimestre ou du trimestre précédent, comparativement à 2,8 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 112,8 millions \$ pour le trimestre écoulé, comparativement à 109,3 millions \$ pour le trimestre précédent et à 101,4 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2017.

Le résultat opérationnel sectoriel total a augmenté de 3,5 millions \$, soit 3 %, par rapport au trimestre précédent. La hausse de 2,7 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et celle de 1,5 million \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont été contrebalancées en partie par la baisse de 0,7 million \$ pour le secteur Santé.

Le résultat opérationnel sectoriel total a augmenté de 11,4 millions \$, soit 11 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse du résultat opérationnel sectoriel s'est établie à 7,2 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, à 2,7 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et à 1,5 million \$ pour le secteur Santé.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, le résultat opérationnel s'est établi à 319,9 millions \$, soit 15,6 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 263,8 millions \$, soit 13,4 % des produits des activités ordinaires, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, la Société n'a comptabilisé aucun coût de restructuration, d'intégration ou d'acquisition et a inscrit un résultat opérationnel sectoriel total de 319,9 millions \$. À l'exercice précédent, la Société avait comptabilisé des coûts de restructuration, d'intégration ou d'acquisition de 15,5 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel total de 279,3 millions \$.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, le résultat opérationnel sectoriel total a progressé de 40,6 millions \$, soit 15 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent du fait d'augmentations de 39,4 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et de 1,6 million \$ pour le secteur Défense et sécurité, annulées en partie par la baisse de 0,4 million \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

<sup>4</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

### Taux d'imposition négatif de 25 % pour le trimestre écoulé

Pour le trimestre écoulé, le produit d'impôt sur le résultat s'est établi à 24,0 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition négatif effectif de 25 %, comparativement à 27 % au trimestre précédent et à 14 % au troisième trimestre de l'exercice 2017. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 15,4 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 6 %, comparativement à 10 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le recouvrement d'impôt sur le résultat enregistré ce trimestre est surtout attribuable à un ajustement lié à l'adoption d'une baisse du taux d'imposition fédéral des sociétés aux États-Unis au cours du trimestre et à la partie non imposable du profit net lié à la réévaluation de l'ancienne participation dans l'AACE. Compte non tenu de ces éléments, le taux d'imposition se serait établi à 17 % pour le trimestre et à 21 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018.

La diminution du taux d'imposition par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par les éléments susmentionnés, par l'incidence défavorable de contrôles fiscaux au Canada et par la vente de notre participation dans la coentreprise Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited (ZFTC) au trimestre précédent, facteurs neutralisés en partie par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

La baisse du taux d'imposition par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017 est essentiellement attribuable aux éléments susmentionnés pour le trimestre, neutralisés en partie par le règlement d'un contrôle fiscal au Canada à l'exercice précédent et par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

La diminution du taux d'imposition pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent s'explique d'abord et avant tout par les éléments susmentionnés pour le trimestre, neutralisés en partie par la comptabilisation d'actifs d'impôt différé au Brésil à l'exercice précédent, par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions, par l'incidence défavorable de contrôles fiscaux au Canada et par la vente de notre participation dans la coentreprise ZFTC.

## 6.2 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

La valeur de notre carnet de commandes consolidé total était de 7 368,3 millions \$ à la fin du trimestre écoulé. De nouvelles commandes de 1 222,8 millions \$ ont été ajoutées au cours du trimestre, et des produits des activités ordinaires de 704,4 millions \$ ont été tirés de nos commandes engagées. L'ajustement de 269,4 millions \$ est principalement attribuable à l'intégration dans nos activités des contrats de notre ancienne participation dans l'AACE et à l'incidence favorable des variations du change, facteurs annulés en partie par la réévaluation de contrats d'exercices antérieurs. Notre carnet de commandes des coentreprises<sup>5</sup> s'est établi à 355,1 millions \$ et nos commandes non financées<sup>5</sup> à 734,4 millions \$. Un ajustement a été apporté au carnet de commandes des coentreprises de manière à refléter le retrait des contrats de l'AACE, qui ont été transférés aux commandes engagées.

### Carnet de commandes total en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent

| <i>(montants en millions)</i>   | Trimestre clos le<br>31 décembre 2017 | Période de<br>neuf mois close le<br>31 décembre 2017 |
|---|---------------------------------------|--|
| Commandes engagées en début de période  | 5 491,0 \$                            | 5 530,0 \$   |
| + commandes   | 1 222,8                               | 2 840,9  |
| - produits des activités ordinaires   | (704,4)                               | (2 049,3)  |
| +/- ajustements   | 269,4                                 | (42,8)   |
| Commandes engagées en fin de période  | 6 278,8 \$                            | 6 278,8 \$   |
| Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées) | 355,1                                 | 355,1  |
| Commandes non financées   | 734,4                                 | 734,4  |
| Carnet de commandes total   | 7 368,3 \$                            | 7 368,3 \$   |

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,74. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,29.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

<sup>5</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

## 7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

### PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

#### Résultat opérationnel sectoriel

| <i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i> | <b>T3-2018</b> | T2-2018 | T1-2018 | T4-2017 | T3-2017  |
|--|----------------|---------|---------|---------|----------|
| Solutions de formation pour l'aviation civile                  | <b>78,6</b>    | 77,1    | 73,1    | 83,8    | 71,4 \$  |
|  | <b>19,0</b>    | 22,1    | 17,8    | 20,1    | 17,3 %   |
| Défense et sécurité  | <b>32,7</b>    | 30,0    | 26,3    | 33,0    | 30,0 \$  |
|  | <b>12,4</b>    | 11,2    | 10,0    | 11,7    | 12,3 %   |
| Santé  | <b>1,5</b>     | 2,2     | (1,6)   | 4,1     | — \$     |
|  | <b>5,4</b>     | 7,8     | —       | 12,0    | — %      |
| Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total                    | <b>112,8</b>   | 109,3   | 97,8    | 120,9   | 101,4 \$ |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition       | —              | —       | —       | (20,0)  | (2,8) \$ |
| Résultat opérationnel  | <b>112,8</b>   | 109,3   | 97,8    | 100,9   | 98,6 \$  |

#### Capital utilisé<sup>6</sup>

| <i>(montants en millions)</i>                 | <b>T3-2018</b> | T2-2018 | T1-2018 | T4-2017 | T3-2017    |
|---|----------------|---------|---------|---------|------------|
| Solutions de formation pour l'aviation civile | <b>1 998,9</b> | 1 850,6 | 2 073,4 | 1 985,3 | 2 016,5 \$ |
| Défense et sécurité                           | <b>955,5</b>   | 965,5   | 924,6   | 881,2   | 875,3 \$   |
| Santé   | <b>205,0</b>   | 206,4   | 213,4   | 224,3   | 222,8 \$   |
|   | <b>3 159,4</b> | 3 022,5 | 3 211,4 | 3 090,8 | 3 114,6 \$ |

<sup>6</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

## 7.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018

#### Acquisitions

- Nous avons conclu l'acquisition de la participation restante de 50 % d'AirAsia dans l'AACE pour une contrepartie en trésorerie de 114,8 millions \$ CA (90 millions \$ US) plus une contrepartie conditionnelle payable à long terme pouvant atteindre 10 millions \$ US si certains critères sont respectés;
- Nous avons acquis une participation de 45 % dans Pelesys, créant ainsi une coentreprise avec un chef de file mondial en matière de solutions de formation et de didacticiels pour l'aviation.

#### Expansion

- En collaboration avec le centre de formation d'Abu Dhabi (ADA), nous avons annoncé le lancement du nouveau programme de formation pour les pilotes d'appareils Embraer ERJ145 avec Falcon Aviation. La formation sera donnée aux pilotes de Falcon Aviation et d'autres exploitants régionaux dans les toutes nouvelles installations de formation d'ADA à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis.

#### COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 1 007,0 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 26 FFS dans toutes les régions. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le secteur civil a enregistré des commandes portant sur la fourniture de 45 FFS.

Principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un prolongement de contrat de formation à long terme exclusif avec AirAsia jusqu'en 2036;
- Un contrat de formation à long terme exclusif de 12 ans avec Air Transat;
- Un prolongement de contrat de formation à long terme exclusif de 11 ans avec Mesa Airlines;
- Un prolongement de contrat de formation à long terme exclusif de 8 ans avec Jazz Aviation S.E.C.

#### Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et le taux d'utilisation)

|  | T3-2018 | T2-2018 | T1-2018 | T4-2017 | T3-2017    |
|--|---------|---------|---------|---------|------------|
| Produits des activités ordinaires                          | 413,7   | 349,0   | 411,8   | 417,8   | 412,8 \$   |
| Résultat opérationnel sectoriel                            | 78,6    | 77,1    | 73,1    | 83,8    | 71,4 \$    |
| Marges opérationnelles                                     | 19,0    | 22,1    | 17,8    | 20,1    | 17,3 %     |
| Dotations aux amortissements                               | 35,9    | 31,8    | 35,2    | 33,3    | 37,3 \$    |
| Dépenses en immobilisations corporelles                    | 38,9    | 21,9    | 32,7    | 52,5    | 16,6 \$    |
| Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs | 6,3     | 1,9     | 6,0     | 5,4     | 4,7 \$     |
| Capital utilisé  | 1 998,9 | 1 850,6 | 2 073,4 | 1 985,3 | 2 016,5 \$ |
| Carnet de commandes total                                  | 3 822,3 | 3 106,6 | 3 225,0 | 3 288,9 | 3 253,5 \$ |
| Unités NES <sup>7</sup>                                    | 205     | 199     | 209     | 210     | 209        |
| FFS déployés   | 252     | 249     | 269     | 269     | 269        |
| Taux d'utilisation <sup>7</sup>                            | 75      | 70      | 78      | 77      | 76 %       |

#### Produits des activités ordinaires en hausse de 19 % par rapport au trimestre précédent et stables par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs du fait de l'accroissement des livraisons et du taux d'utilisation de simulateurs, surtout en Europe.

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017. L'accroissement du taux d'utilisation de simulateurs, surtout en Amérique, a été annulé par la hausse des produits des activités ordinaires de l'exercice précédent du fait des livraisons de FFS en carnet acquis de LMCFT.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 174,5 millions \$, en hausse de 35,4 millions \$, soit 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique en grande partie par l'augmentation du taux d'utilisation de simulateurs et de l'apport des simulateurs nouvellement déployés dans notre réseau, surtout en Amérique, et par l'augmentation de la demande de placement de membres d'équipage.

<sup>7</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

### Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 2 % par rapport au trimestre précédent et de 10 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 78,6 millions \$ (19,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 77,1 millions \$ (22,1 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 71,4 millions \$ (17,3 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2017.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 1,5 million \$, soit 2 %, par rapport au trimestre précédent. La hausse s'explique en grande partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs, comme nous l'avons mentionné plus haut, par un profit lié à la réévaluation de l'ancienne participation dans l'AACE, après ajustement des coûts de réorganisation engagés, et par le taux d'utilisation accru de simulateurs en Europe. L'augmentation a été en grande partie annulée par le profit réalisé au trimestre précédent sur la cession de notre participation dans la coentreprise ZFTC et par les profits sur la vente à nos clients de simulateurs existants de notre réseau. En outre, l'augmentation a été neutralisée en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 7,2 millions \$, soit 10 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017. La hausse s'explique en grande partie par le taux d'utilisation accru de simulateurs en Amérique, par un profit lié à la réévaluation de l'ancienne participation dans l'AACE, après ajustement pour tenir compte des coûts de réorganisation engagés, et par l'incidence favorable des variations du change liées à nos activités. Cette hausse a été neutralisée en partie par une combinaison de programmes moins favorable à notre usine de fabrication.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 228,8 millions \$ (19,5 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 39,4 millions \$, soit 21 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est d'abord et avant tout attribuable à la hausse du taux d'utilisation de simulateurs et à l'apport des simulateurs nouvellement déployés dans notre réseau en Amérique, au profit réalisé au trimestre précédent sur la cession de notre participation dans la coentreprise ZFTC et à l'incidence favorable des variations du change liées à nos activités. La hausse a été contrebalancée en partie par une combinaison moins favorable de programmes à notre usine de fabrication.

### Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 38,9 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 27,8 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 11,1 millions \$.

### Capital utilisé en hausse de 148,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations corporelles et incorporelles et à la diminution de l'investissement dans les participations mises en équivalence découlant de l'acquisition de l'AACE. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, d'abord et avant tout attribuable à la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer, à l'augmentation des passifs au titre des contrats en cours et à la diminution des stocks.

### Carnet de commandes total de 3 822,3 millions \$ à la fin du trimestre

| <i>(montants en millions)</i>   | Trimestre clos le<br>31 décembre 2017 | Période de<br>neuf mois close le<br>31 décembre 2017 |
|---|---------------------------------------|--|
| Commandes engagées en début de période  | 2 698,5 \$                            | 2 823,9 \$   |
| + commandes   | 1 007,0                               | 1 795,0  |
| - produits des activités ordinaires   | (413,7)                               | (1 174,5)  |
| +/- ajustements   | 247,6                                 | 95,0   |
| Commandes engagées en fin de période  | 3 539,4 \$                            | 3 539,4 \$   |
| Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées) | 282,9                                 | 282,9  |
| Carnet de commandes total   | 3 822,3 \$                            | 3 822,3 \$   |

Pour le trimestre écoulé, les ajustements sont principalement liés à l'intégration dans nos activités des contrats de l'ancienne participation dans l'AACE et à l'incidence favorable des variations du change, facteurs contrebalancés en partie par la réévaluation de contrats d'exercices antérieurs. Un ajustement a été apporté au carnet de commandes des coentreprises de manière à refléter le retrait des contrats de l'AACE qui ont été transférés aux commandes engagées.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 2,43. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,43.

## 7.2 Défense et sécurité

### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018

#### Nouveaux programmes et produits

- Nous avons signé une entente avec Rockwell Collins pour l'élaboration conjointe de solutions de formation iLVC;
- Les Forces aériennes polonaises ont mis en service notre FFS C295 de série CAE 7000 à la 8<sup>e</sup> base aérienne Krawkow-Balice, en Pologne, où il jouera un rôle clé dans l'entraînement des équipages des Forces aériennes polonaises.

#### COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 187,9 millions \$, notamment :

- Un contrat des Forces de défense australiennes pour continuer de fournir divers services de soutien à l'entraînement dans le cadre du contrat de gestion et de soutien des simulateurs aéronautiques des Forces de défense australiennes (MSAAS);
- L'exercice d'options par la U.S. Navy dans le cadre du programme de renouvellement des technologies et d'approvisionnement des simulateurs MH-60R/S;
- Un contrat de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition pour la mise à niveau du dispositif d'entraînement aux missions Lynx au centre Joint Lynx Simulator Training Establishment;
- Un contrat de l'Organisme fédéral allemand des équipements, des technologies de l'information et du soutien en service de la Bundeswehr (BAAINBw) pour la mise à niveau du système visuel du simulateur P-3C de la marine allemande.

#### Résultats financiers

| <i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i> | <b>T3-2018</b> | T2-2018 | T1-2018 | T4-2017 | T3-2017    |
|--|----------------|---------|---------|---------|------------|
| Produits des activités ordinaires                              | <b>262,8</b>   | 268,7   | 263,2   | 282,7   | 243,7 \$   |
| Résultat opérationnel sectoriel                                | <b>32,7</b>    | 30,0    | 26,3    | 33,0    | 30,0 \$    |
| <i>Marges opérationnelles</i>                                  | <b>12,4</b>    | 11,2    | 10,0    | 11,7    | 12,3 %     |
| Dotations aux amortissements                                   | <b>10,3</b>    | 14,0    | 14,8    | 14,3    | 14,5 \$    |
| Dépenses en immobilisations corporelles                        | <b>3,4</b>     | 2,3     | 15,1    | 19,7    | 19,0 \$    |
| Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs     | <b>3,6</b>     | 5,2     | 3,6     | 12,6    | 6,7 \$     |
| Capital utilisé  | <b>955,5</b>   | 965,5   | 924,6   | 881,2   | 875,3 \$   |
| Carnet de commandes total                                      | <b>3 546,0</b> | 3 607,0 | 4 101,2 | 4 241,3 | 4 139,6 \$ |

#### Produits des activités ordinaires en baisse de 2 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 8 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes en Europe et au Moyen-Orient, neutralisée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et asiatiques ainsi que par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017 est surtout attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes en Amérique du Nord et au Moyen-Orient, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 794,7 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 40,5 millions \$, soit 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation reflète en grande partie la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes en Amérique du Nord et au Moyen-Orient, partiellement annulée par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et australiens, ainsi que par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

#### Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2017

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 32,7 millions \$ (12,4 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à 30,0 millions \$ (11,2 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 30,0 millions \$ (12,3 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2017.

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des marges à l'égard des programmes européens et nord-américains ainsi que des produits des activités ordinaires provenant de nos coentreprises, neutralisée en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration et par la baisse des marges à l'égard des programmes asiatiques.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017 s'explique d'abord et avant tout par la hausse du volume à l'égard des programmes nord-américains et par la diminution des frais de vente, généraux et d'administration, facteurs neutralisés en partie par la diminution des marges à l'égard des programmes australiens.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 89,0 millions \$ (11,2 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 1,6 million \$, soit 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est surtout attribuable à l'augmentation du volume à l'égard des programmes en Amérique du Nord et au Moyen-Orient et par la hausse des marges à l'égard des programmes asiatiques, facteurs contrebalancés en partie par le recul des marges à l'égard des programmes australiens.

#### Capital utilisé en baisse de 10,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la diminution du fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie du fait de la hausse des produits différés, des passifs au titre des contrats en cours et des dettes fournisseurs et charges à payer, neutralisée en partie par l'augmentation des actifs au titre des contrats en cours et des créances clients.

#### Carnet de commandes total en baisse de 2 % par rapport au trimestre précédent

| <i>(montants en millions)</i>   | Trimestre clos le<br>31 décembre 2017 | Période de<br>neuf mois close le<br>31 décembre 2017 |
|---|---------------------------------------|--|
| Commandes engagées en début de période  | 2 792,5 \$                            | 2 706,1 \$   |
| + commandes   | 187,9                                 | 965,8  |
| - produits des activités ordinaires   | (262,8)                               | (794,7)  |
| +/- ajustements   | 21,8                                  | (137,8)  |
| Commandes engagées en fin de période  | 2 739,4 \$                            | 2 739,4 \$   |
| Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées) | 72,2                                  | 72,2   |
| Commandes non financées   | 734,4                                 | 734,4  |
| Carnet de commandes total   | 3 546,0 \$                            | 3 546,0 \$   |

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement liés aux variations favorables du change et à la réévaluation de contrats d'exercices antérieurs.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,71. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,12.

Pour le trimestre écoulé, des commandes de 4,2 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et un montant de 14,2 millions \$ a été transféré vers les commandes engagées.

### 7.3 Santé

#### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018

##### Nouveaux programmes et produits

- Nous avons livré une solution de formation équipée de réalité augmentée intégrant les HoloLens de Microsoft pour le système de pompe cardiaque Impella d'Abiomed;
- Nous avons développé un simulateur basé sur la physique pour le système de stimulation par cathétérisme (TPS) Micra<sup>MC</sup> de Medtronic, lequel offre une solution de formation équipée de réalité augmentée permettant à 12 personnes de s'exercer simultanément;
- Nous avons développé LucinaAR, premier simulateur d'accouchement au monde à être équipé de réalité augmentée, et l'avons lancé au salon International Meeting on Simulation in Healthcare en janvier 2018.

##### Expansion

- Nous avons annoncé une collaboration avec l'American Heart Association (AHA) en vue d'établir un réseau d'établissements de formation mondiaux qui offriront des cours de certification de l'AHA au Brunei pour des marchés mal desservis.

#### COMMANDES

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent la vente de simulateurs de patients, de simulateurs d'échographie et de systèmes de gestion de centres à des bases militaires aux États-Unis et en Amérique latine de même qu'à d'autres clients aux États-Unis et en Europe.



## Résultats financiers

| <i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i> | T3-2018 | T2-2018 | T1-2018 | T4-2017 | T3-2017  |
|--|---------|---------|---------|---------|----------|
| Produits des activités ordinaires                              | 27,9    | 28,3    | 23,9    | 34,2    | 26,2 \$  |
| Résultat opérationnel sectoriel                                | 1,5     | 2,2     | (1,6)   | 4,1     | — \$     |
| Marges opérationnelles   | 5,4     | 7,8     | —       | 12,0    | — %      |
| Dotations aux amortissements                                   | 3,2     | 3,1     | 3,6     | 3,8     | 3,5 \$   |
| Dépenses en immobilisations corporelles                        | 0,7     | 0,2     | 1,3     | 1,4     | 0,2 \$   |
| Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs     | 1,5     | 2,3     | 1,5     | —       | 1,6 \$   |
| Capital utilisé  | 205,0   | 206,4   | 213,4   | 224,3   | 222,8 \$ |

### Produits des activités ordinaires stables par rapport au trimestre précédent et en hausse de 6 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent. La baisse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients du fait d'une combinaison moins favorable de produits a été contrebalancée par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'échographie et des simulateurs d'intervention.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017 est d'abord et avant tout attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'échographie, des solutions de gestion de centres et des simulateurs d'intervention. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des garanties sur les simulateurs de patients.

Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 80,1 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 3,6 millions \$, soit 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique en grande partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'intervention et des simulateurs d'échographie vendus à des clients militaires de même que des solutions de gestion de centres. La hausse a été annulée en partie par le fléchissement des produits des activités ordinaires tirés d'alliances avec des fabricants OEM et des garanties sur les simulateurs de patients.

### Résultat opérationnel sectoriel en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 1,5 million \$ (5,4 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à 2,2 millions \$ (7,8 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à néant au troisième trimestre de l'exercice 2017.

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration liée au soutien des lancements de nouveaux produits.

La hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017 est essentiellement attribuable à une combinaison favorable de produits et à la hausse des produits des activités ordinaires mentionnée plus haut. L'augmentation a été annulée en partie par l'investissement accru dans les frais de vente, généraux et d'administration.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 2,1 millions \$ (2,6 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 0,4 million \$, soit 16 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de l'investissement accru dans les frais de vente, généraux et d'administration, annulé en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires.

### Capital utilisé en baisse de 1,4 million \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent est en grande partie attribuable à la diminution du fonds de roulement hors trésorerie, essentiellement du fait de la baisse des stocks.

## 8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

## 8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

| <i>(montants en millions)</i>  | Trimestres clos les |                  |                   | Périodes de neuf mois closes les |          |
|--|---------------------|------------------|-------------------|----------------------------------|----------|
|  | 2017                | 31 décembre 2016 | 30 septembre 2017 | 31 décembre 2017                 | 2016     |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies*                                       | 117,4 \$            | 124,4 \$         | 107,2 \$          | 315,6 \$                         | 318,3 \$ |
| Variation du fonds de roulement hors trésorerie  | 70,2                | 31,7             | (10,1)            | (50,1)                           | (51,5)   |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies                                   | 187,6 \$            | 156,1 \$         | 97,1 \$           | 265,5 \$                         | 266,8 \$ |
| Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance <sup>8</sup>                         | (13,9)              | (13,9)           | (13,8)            | (42,6)                           | (38,3)   |
| Autres actifs  | (3,8)               | (2,7)            | (3,4)             | (12,2)                           | (3,2)    |
| Produit de la cession d'immobilisations corporelles  | 0,5                 | 0,2              | 10,8              | 16,4                             | 2,5      |
| Paiements nets versés aux participations mises en équivalence  | (7,7)               | (0,6)            | (4,0)             | (11,7)                           | (9,4)    |
| Dividendes reçus des participations mises en équivalence   | 6,5                 | 6,4              | —                 | 23,6                             | 9,2      |
| Dividendes versés  | (23,2)              | (20,8)           | (23,2)            | (67,4)                           | (60,1)   |
| Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies <sup>8</sup>                                    | 146,0 \$            | 124,7 \$         | 63,5 \$           | 171,6 \$                         | 167,5 \$ |
| Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance <sup>8</sup>                          | (29,1)              | (21,9)           | (10,6)            | (73,9)                           | (111,0)  |
| Frais de développement inscrits à l'actif  | (6,9)               | (8,9)            | (6,0)             | (19,0)                           | (23,8)   |
| Actions ordinaires rachetées   | (21,8)              | (5,9)            | (19,9)            | (44,4)                           | (38,7)   |
| Autres mouvements de trésorerie, montant net   | 1,4                 | 0,6              | 0,5               | 10,9                             | 11,1     |
| Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis    | (99,7)              | 5,4              | (24,7)            | (124,4)                          | (5,5)    |
| Produit net de la cession d'une participation  | 3,8                 | —                | 114,0             | 117,8                            | —        |
| Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie                    | 4,0                 | (3,4)            | (5,8)             | (0,4)                            | (4,8)    |
| (Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme | (2,3) \$            | 90,6 \$          | 111,0 \$          | 38,2 \$                          | (5,2) \$ |

\* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

#### Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies de 146,0 millions \$ pour le trimestre

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie et par la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies, facteurs contrebalancés en partie par le fléchissement du produit de la cession d'immobilisations corporelles.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2017 est essentiellement attribuable à la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, annulée en partie par la hausse des paiements versés aux participations mises en équivalence, en grande partie du fait de l'investissement dans Pelesys, et par le fléchissement des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies.

Les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 171,6 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 4,1 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable à la hausse des dividendes reçus des participations mises en équivalence, contrebalancée en partie par la hausse des autres actifs.

#### Dépenses d'investissement en immobilisations de 43,0 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 29,1 millions \$ pour le trimestre et à 73,9 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 13,9 millions \$ pour le trimestre et 42,6 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice.

#### Regroupements d'entreprises de 99,7 millions \$ pour le trimestre

Les variations de la trésorerie découlant des regroupements d'entreprises sont attribuables à l'acquisition de la participation restante de 50 % dans l'AACE.

<sup>8</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

## 9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### 9.1 Capital utilisé consolidé

| <i>(montants en millions)</i>  | 31 décembre<br>2017 | 30 septembre<br>2017 | 31 mars<br>2017   |
|--|---------------------|----------------------|-------------------|
| <b>Utilisation du capital :</b>  |                     |                      |                   |
| Actifs courants  | 1 945,8 \$          | 1 910,2 \$           | 1 919,7 \$        |
| Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie  | (530,8)             | (541,0)              | (504,7)           |
| Passifs courants   | (1 278,1)           | (1 133,5)            | (1 273,9)         |
| Déduire : partie courante de la dette à long terme   | 55,1                | 47,0                 | 51,9              |
| Fonds de roulement hors trésorerie <sup>9</sup>  | 192,0 \$            | 282,7 \$             | 193,0 \$          |
| Immobilisations corporelles  | 1 726,7             | 1 581,4              | 1 582,6           |
| Autres actifs non courants   | 1 805,1             | 1 701,0              | 1 852,5           |
| Autres passifs non courants  | (826,5)             | (783,6)              | (796,4)           |
| <b>Total du capital utilisé</b>  | <b>2 897,3 \$</b>   | <b>2 781,5 \$</b>    | <b>2 831,7 \$</b> |
| <b>Provenance du capital :</b>   |                     |                      |                   |
| Partie courante de la dette à long terme   | 55,1 \$             | 47,0 \$              | 51,9 \$           |
| Dette à long terme   | 1 187,3             | 1 163,8              | 1 203,5           |
| Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie  | (530,8)             | (541,0)              | (504,7)           |
| Dette nette <sup>9</sup>   | 711,6 \$            | 669,8 \$             | 750,7 \$          |
| Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 2 121,5             | 2 050,3              | 2 020,8           |
| Participations ne donnant pas le contrôle  | 64,2                | 61,4                 | 60,2              |
| <b>Provenance du capital</b>   | <b>2 897,3 \$</b>   | <b>2 781,5 \$</b>    | <b>2 831,7 \$</b> |

#### Capital utilisé en hausse de 115,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations corporelles et des autres actifs non courants, neutralisée en partie par la diminution du fonds de roulement hors trésorerie et par la hausse des autres passifs non courants.

Notre rendement du capital investi<sup>9</sup> (RCU) a été de 13,1 % pour le trimestre, comparativement à 11,2 % pour le trimestre précédent. Le produit d'impôt sur le résultat découlant de l'adoption d'une baisse du taux d'imposition fédéral des sociétés aux États-Unis a eu une incidence sur notre RCU du trimestre écoulé. Abstraction faite de ce facteur, notre RCU se serait établi à 11,7 % ce trimestre.

#### Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 90,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique en grande partie par l'augmentation des produits différés, des dettes fournisseurs et charges à payer ainsi que des passifs au titre des contrats en cours, contrebalancée en partie par la hausse des créances clients et des actifs au titre des contrats en cours.

#### Immobilisations corporelles en hausse de 145,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par l'intégration dans nos résultats des immobilisations acquises de l'AACE, par les dépenses d'investissement en immobilisations et par les variations du change, facteurs atténués en partie par l'amortissement.

#### Autres actifs non courants en hausse de 104,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique en grande partie par l'augmentation des immobilisations incorporelles, essentiellement du fait de l'acquisition de l'AACE.

#### Autres passifs non courants en hausse de 42,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est d'abord et avant tout attribuable à l'augmentation des passifs, essentiellement du fait de la diminution du taux d'actualisation utilisé pour calculer les obligations au titre des régimes à prestations définies.

<sup>9</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

**Variation de la dette nette**

| <i>(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres)</i>  | Trimestre clos le<br>31 décembre 2017 | Période de<br>neuf mois close le<br>31 décembre 2017 |
|--|---------------------------------------|--|
| Dette nette en début de période  | 669,8 \$                              | 750,7 \$   |
| Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette<br>(voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés) | 2,3                                   | (38,2)   |
| Incidence des variations du change sur la dette à long terme   | 4,4                                   | (42,4)   |
| Incidence des regroupements d'entreprises  | 31,6                                  | 37,3   |
| Autres   | 3,5                                   | 4,2  |
| Augmentation (diminution) de la dette nette pour la période  | 41,8 \$                               | (39,1) \$  |
| Dette nette en fin de période  | 711,6 \$                              | 711,6 \$   |
| Ratio de la dette nette sur les capitaux propres <sup>10</sup>   | 24,6 %                                |  |

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties par des consortiums de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Nous avons également un accord en vertu duquel nous vendons certaines de nos créances clients (programme d'actifs financiers courants) pour une contrepartie d'au plus 150,0 millions \$ US.

Au cours du trimestre, dans le cadre de l'acquisition de l'AACE, nous avons repris des emprunts dont le montant s'établissait à 29,6 millions \$ au 31 décembre 2017.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien de certaines clauses restrictives de nature financière. Au 31 décembre 2017, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et au rachat d'actions ordinaires, et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

**Total des capitaux propres en hausse de 74,0 millions \$ pour le trimestre**

L'augmentation des capitaux propres est essentiellement attribuable au résultat net de 119,9 millions \$ et à l'incidence favorable des variations du change de 17,8 millions \$, facteurs annulés en partie par des réévaluations défavorables des régimes à prestations déterminées de 32,4 millions \$, par des dividendes de 23,2 millions \$ et par le rachat et l'annulation d'actions ordinaires de 21,8 millions \$ dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

*Informations sur les actions en circulation*

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 décembre 2017, nous avons au total 267 448 419 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 628,2 millions \$. Nous avons également 6 418 375 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 31 janvier 2018, nous avons un total de 267 490 244 actions ordinaires émises et en circulation, et 6 365 500 options étaient en cours aux termes du ROA.

*Rachat et annulation d'actions*

Le 14 février 2017, nous avons annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 366 756 de nos actions ordinaires, soit 2 % de nos 268 337 816 actions ordinaires émises et en circulation au 9 février 2017. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2017 et prendra fin le 22 février 2018 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira de mettre fin à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017, nous avons racheté et annulé un total de 984 100 actions ordinaires (829 100 en 2016) aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au prix moyen pondéré de 22,12 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 21,8 millions \$ (14,3 millions \$ en 2016). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 19,5 millions \$ (12,4 millions \$ en 2016), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat. Ce montant tient compte de 600 000 actions ordinaires rachetées dans le cadre d'un placement privé avec un vendeur tiers ayant été réalisé à escompte par rapport au cours de l'action ordinaire au moment de l'achat.

<sup>10</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

## 10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

### Acquisition d'un portefeuille d'actifs de formation

Au deuxième trimestre de l'exercice 2018, nous avons acquis un portefeuille d'actifs de formation en Amérique du Nord et en Europe auprès d'une entreprise de location de simulateurs de vol pour une contrepartie en trésorerie de 24,7 millions \$. Avec cette transaction, nous avons obtenu des simulateurs de vol en service ainsi que divers contrats avec des clients.

L'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris est de 24,7 millions \$ d'immobilisations corporelles, 4,3 millions \$ de goodwill, 1,4 million \$ d'actifs non courants et 5,7 millions \$ de passifs non courants. Le goodwill découlant de l'acquisition est attribuable à l'élargissement de notre réseau de simulateurs de vol commerciaux en service chez des clients de CAE, à la consolidation de la capacité du marché et aux synergies attendues à la suite de l'acquisition.

Les actifs nets acquis, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile.

### Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd.

Le 17 novembre 2017, nous avons conclu l'acquisition, auprès d'AirAsia, de la participation restante de 50 % de cette dernière dans l'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (AACE) pour une contrepartie en trésorerie de 114,8 millions \$ CA (90 millions \$ US) et une contrepartie conditionnelle en trésorerie payable à long terme pouvant atteindre 10 millions \$ US si certains critères sont respectés.

En conséquence, notre participation dans l'AACE a été portée de 50 % à 100 % et nous avons obtenu le contrôle de trois centres de formation de l'AACE situés en Malaisie, à Singapour et au Vietnam, ainsi que sa participation de 50 % dans le Philippine Academy of Aviation Training, un centre de formation en coentreprise entre l'AACE et Cebu Pacific, situé aux Philippines. Avec cette acquisition, nous élargissons notre réseau de simulateurs commerciaux en service chez des clients et obtenons un certain nombre d'actifs, dont des simulateurs de vol, des pièces de simulateurs, du matériel de simulation, des installations et une main-d'œuvre qualifiée.

Avant la transaction, nous comptabilisons notre participation de 50 % dans l'AACE selon la méthode de la mise en équivalence. Le profit découlant de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieure détenue dans l'AACE a été prise en compte dans les Autres profits – montant net à l'état consolidé du résultat net.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 9 des états financiers consolidés intermédiaires.

Le tableau suivant présente le montant net des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de l'acquisition :

|   | <b>Total</b>    |
|---|-----------------|
| Actifs courants <sup>1)</sup>   | <b>16,1 \$</b>  |
| Passifs courants  | <b>(21,1)</b>   |
| Immobilisations corporelles   | <b>113,4</b>    |
| Participation mise en équivalence   | <b>7,6</b>      |
| Immobilisations incorporelles   | <b>121,2</b>    |
| Impôt différé   | <b>(13,0)</b>   |
| Passifs non courants  | <b>(16,8)</b>   |
| <b>Juste valeur des actifs nets acquis, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b> | <b>207,4 \$</b> |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis  | <b>15,1</b>     |
| <b>Total du prix d'achat</b>  | <b>222,5 \$</b> |
| Juste valeur de la contrepartie en trésorerie conditionnelle à long terme à payer                             | <b>(10,7)</b>   |
| Règlement d'une relation préexistante   | <b>(9,2)</b>    |
| Juste valeur de la participation antérieure détenue dans l'AACE   | <b>(87,8)</b>   |
| <b>Total de la contrepartie en trésorerie</b>   | <b>114,8 \$</b> |

<sup>1)</sup> Abstraction faite des fonds en caisse.

La juste valeur du montant contractuel brut des créances clients acquises est de 13,9 millions \$.

Les actifs nets acquis, y compris les immobilisations incorporelles, sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile.

## 11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

### Nouvelles normes et modifications adoptées

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent pour l'exercice 2018 n'ont aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés de l'exercice 2018.

### Nouvelles normes et modifications non encore adoptées

#### **IFRS 9, Instruments financiers**

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*.

En lieu et place des multiples règles d'IAS 39, IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement des actifs financiers en fonction de la gestion que fait une entité des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 sont pour l'essentiel reprises dans IFRS 9. L'analyse préliminaire de la Société n'a relevé aucune différence importante ayant trait au classement et à l'évaluation des instruments financiers.

IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques et un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes de crédit attendues, lequel remplace le modèle fondé sur les pertes subies d'IAS 39.

Pour CAE, IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018. Nous poursuivons l'évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

#### **IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les obligations de prestation ont été remplies, et à quel montant de contrepartie nous nous attendons à avoir droit en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme renforce également les informations à fournir sur les produits des activités ordinaires. IFRS 15 remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes.

Pour CAE, IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018. Nous avons choisi d'appliquer IFRS 15 sur une base rétrospective, et nous retraiterons donc les résultats comparatifs au moyen d'un ajustement d'ouverture des capitaux propres au 1<sup>er</sup> avril 2017.

Nous avons réalisé une évaluation préliminaire de l'incidence qu'aura l'application d'IFRS 15 sur nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels. Aux termes de cette analyse, nous avons conclu que les produits des activités ordinaires tirés de la vente de certains dispositifs de formation du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile qui sont actuellement considérés comme des contrats de construction et comptabilisés selon la méthode à l'avancement des travaux ne satisferont plus aux exigences de comptabilisation graduelle des produits des activités ordinaires. En conséquence, la comptabilisation des produits des activités ordinaires sera différée jusqu'à la date à laquelle le contrôle est transféré au client au lieu d'une comptabilisation sur la période de construction. Nous évaluons actuellement l'incidence de ces modifications sur nos états financiers consolidés.

À mesure que nous poursuivons notre évaluation, nous continuons d'évaluer l'incidence de la nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

#### **IFRS 16, Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement et introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur, aux termes duquel un passif locatif et un droit d'utilisation sont comptabilisés pour tous les contrats de location. En outre, IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables s'appliquant au bailleur, qui continue de classer ses contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. IFRS 16 remplace IAS 17, *Contrats de location*, ainsi que les interprétations connexes.

Pour CAE, IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, son adoption anticipée étant toutefois autorisée si nous appliquons également IFRS 15. Nous évaluons présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés. Dans le cas où nous sommes preneurs, CAE prévoit que l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation, à l'état consolidé de la situation financière, des actifs et passifs liés à certains accords de location visant des dispositifs de formation et des bâtiments que CAE classe, aux termes des IFRS en vigueur, comme des obligations contractuelles sous forme de contrats de location simple aux termes des IFRS en vigueur. Nous prévoyons également que le changement touchant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des charges locatives donnera lieu à une diminution de la charge locative et à une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

## 12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du troisième trimestre clos le 31 décembre 2017, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le chef de la direction et la chef de la direction financière de la Société évaluent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société chaque trimestre. À la clôture du troisième trimestre, le chef de la direction et la chef de la direction financière de la Société ont confirmé que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

## 13. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

|   | T1    | T2     | T3    | T4            | Total      |
|---|-------|--------|-------|---------------|------------|
| <b>Exercice 2018</b>  |       |        |       |               |            |
| Produits des activités ordinaires   | 698,9 | 646,0  | 704,4 | <sup>1)</sup> | 2 049,3 \$ |
| Résultat net  | 65,4  | 67,0   | 119,9 | <sup>1)</sup> | 252,3 \$   |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société  | 63,8  | 65,2   | 117,9 | <sup>1)</sup> | 246,9 \$   |
| Participations ne donnant pas le contrôle   | 1,6   | 1,8    | 2,0   | <sup>1)</sup> | 5,4 \$     |
| Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 0,24  | 0,24   | 0,44  | <sup>1)</sup> | 0,92 \$    |
| Nombre moyen d'actions en circulation (de base)   | 268,6 | 268,7  | 268,1 | <sup>1)</sup> | 268,5      |
| Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)   | 269,8 | 269,9  | 269,5 | <sup>1)</sup> | 269,7      |
| Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien   | 1,35  | 1,26   | 1,27  | <sup>1)</sup> | 1,29       |
| Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien   | 1,48  | 1,47   | 1,49  | <sup>1)</sup> | 1,48       |
| Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien  | 1,72  | 1,64   | 1,68  | <sup>1)</sup> | 1,68       |
| <b>Exercice 2017</b>  |       |        |       |               |            |
| Produits des activités ordinaires   | 651,6 | 635,5  | 682,7 | 734,7         | 2 704,5 \$ |
| Résultat net  | 69,3  | 48,9   | 69,3  | 69,1          | 256,6 \$   |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société  |       |        |       |               |            |
| Activités poursuivies   | 68,7  | 48,3   | 67,6  | 67,4          | 252,0 \$   |
| Activités abandonnées   | (0,1) | 0,1    | 0,2   | (0,7)         | (0,5) \$   |
| Participations ne donnant pas le contrôle   | 0,7   | 0,5    | 1,5   | 2,4           | 5,1 \$     |
| Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société          | 0,25  | 0,18   | 0,25  | 0,25          | 0,94 \$    |
| Activités poursuivies   | 0,25  | 0,18   | 0,25  | 0,25          | 0,94 \$    |
| Activités abandonnées   | —     | —      | —     | —             | — \$       |
| Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société            | 0,25  | 0,18   | 0,25  | 0,25          | 0,93 \$    |
| Activités poursuivies   | 0,25  | 0,18   | 0,25  | 0,25          | 0,93 \$    |
| Activités abandonnées   | —     | —      | —     | —             | — \$       |
| Résultat par action avant les éléments particuliers   | 0,26  | 0,21   | 0,26  | 0,31          | 1,03 \$    |
| Nombre moyen d'actions en circulation (de base)   | 269,3 | 268,7  | 268,5 | 268,3         | 268,7      |
| Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)   | 269,6 | 269,6  | 269,7 | 269,6         | 269,6      |
| Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien   | 1,29  | 1,30   | 1,33  | 1,32          | 1,31       |
| Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien   | 1,46  | 1,46   | 1,44  | 1,41          | 1,44       |
| Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien  | 1,85  | 1,71   | 1,66  | 1,64          | 1,71       |
| <b>Exercice 2016</b>  |       |        |       |               |            |
| Produits des activités ordinaires   | 557,0 | 616,8  | 616,3 | 722,5         | 2 512,6 \$ |
| Résultat net  | 44,5  | 69,2   | 56,9  | 59,7          | 230,3 \$   |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société  |       |        |       |               |            |
| Activités poursuivies   | 44,9  | 75,3   | 57,9  | 61,2          | 239,3 \$   |
| Activités abandonnées   | (0,5) | (6,5)  | (0,2) | (2,4)         | (9,6) \$   |
| Participations ne donnant pas le contrôle   | 0,1   | 0,4    | (0,8) | 0,9           | 0,6 \$     |
| Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 0,17  | 0,26   | 0,21  | 0,22          | 0,85 \$    |
| Activités poursuivies   | 0,17  | 0,28   | 0,21  | 0,23          | 0,89 \$    |
| Activités abandonnées   | —     | (0,02) | —     | (0,01)        | (0,04) \$  |
| Résultat par action avant les éléments particuliers   | 0,19  | 0,18   | 0,22  | 0,27          | 0,86 \$    |
| Nombre moyen d'actions en circulation (de base)   | 267,4 | 268,6  | 269,3 | 269,9         | 268,8      |
| Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)   | 267,8 | 268,9  | 269,7 | 270,2         | 269,2      |
| Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien   | 1,23  | 1,31   | 1,33  | 1,38          | 1,31       |
| Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien   | 1,36  | 1,46   | 1,46  | 1,52          | 1,45       |
| Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien  | 1,88  | 2,03   | 2,02  | 1,97          | 1,98       |

<sup>1)</sup> Non disponible

## État consolidé de la situation financière

| <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>  | Notes | 31 décembre<br>2017 | 31 mars<br>2017   |
|---|-------|---------------------|-------------------|
| <b>Actif</b>  |       |                     |                   |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie   |       | 530,8 \$            | 504,7 \$          |
| Créances clients et autres débiteurs  | 4     | 545,7               | 548,4             |
| Contrats en cours : actifs  |       | 369,5               | 337,5             |
| Stocks  |       | 370,1               | 416,3             |
| Acomptes  |       | 59,4                | 63,8              |
| Impôt sur le résultat à recouvrer   |       | 44,1                | 25,6              |
| Actifs financiers dérivés   | 11    | 26,2                | 23,4              |
| <b>Total de l'actif courant</b>   |       | <b>1 945,8 \$</b>   | <b>1 919,7 \$</b> |
| Immobilisations corporelles   |       | 1 726,7             | 1 582,6           |
| Immobilisations incorporelles   |       | 1 033,4             | 944,0             |
| Participations mises en équivalence   | 9     | 235,8               | 378,4             |
| Actifs d'impôt différé  |       | 46,2                | 42,8              |
| Actifs financiers dérivés   | 11    | 14,6                | 16,0              |
| Autres actifs   |       | 475,1               | 471,3             |
| <b>Total de l'actif</b>   |       | <b>5 477,6 \$</b>   | <b>5 354,8 \$</b> |
| <b>Passif et capitaux propres</b>   |       |                     |                   |
| Dettes fournisseurs et charges à payer  |       | 607,7 \$            | 695,2 \$          |
| Provisions  |       | 37,0                | 43,2              |
| Impôt sur le résultat à payer   |       | 9,9                 | 9,6               |
| Produits différés   |       | 367,1               | 266,6             |
| Contrats en cours : passifs   |       | 192,1               | 191,9             |
| Partie courante de la dette à long terme  |       | 55,1                | 51,9              |
| Passifs financiers dérivés  | 11    | 9,2                 | 15,5              |
| <b>Total du passif courant</b>  |       | <b>1 278,1 \$</b>   | <b>1 273,9 \$</b> |
| Provisions  |       | 47,1                | 39,1              |
| Dette à long terme  |       | 1 187,3             | 1 203,5           |
| Obligations relatives aux redevances  |       | 137,9               | 138,5             |
| Obligations au titre des avantages du personnel   |       | 208,7               | 157,7             |
| Profits différés et autres passifs non courants   |       | 217,3               | 217,8             |
| Passifs d'impôt différé   |       | 212,8               | 238,6             |
| Passifs financiers dérivés  | 11    | 2,7                 | 4,7               |
| <b>Total du passif</b>  |       | <b>3 291,9 \$</b>   | <b>3 273,8 \$</b> |
| <b>Capitaux propres</b>   |       |                     |                   |
| Capital-actions   |       | 628,2 \$            | 615,4 \$          |
| Surplus d'apport  |       | 21,4                | 19,4              |
| Cumul des autres éléments du résultat global  |       | 174,3               | 193,7             |
| Résultats non distribués  |       | 1 297,6             | 1 192,3           |
| Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments<br>de capitaux propres de la Société |       | <b>2 121,5 \$</b>   | <b>2 020,8 \$</b> |
| Participations ne donnant pas le contrôle   |       | 64,2                | 60,2              |
| <b>Total des capitaux propres</b>   |       | <b>2 185,7 \$</b>   | <b>2 081,0 \$</b> |
| <b>Total du passif et des capitaux propres</b>  |       | <b>5 477,6 \$</b>   | <b>5 354,8 \$</b> |

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.



## État consolidé du résultat net

| <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i> | Notes | Trimestres clos les |                 | Périodes de neuf |                 |
|--|-------|---------------------|-----------------|------------------|-----------------|
|  |       | 31 décembre         | 2016            | mois closes les  | 31 décembre     |
|  |       | 2017                | 2016            | 2017             | 2016            |
| <b>Activités poursuivies</b>   |       |                     |                 |                  |                 |
| Produits des activités ordinaires  | 12    | 704,4 \$            | 682,7 \$        | 2 049,3 \$       | 1 969,8 \$      |
| Coût des ventes  |       | 488,7               | 483,4           | 1 432,9          | 1 393,6         |
| <b>Marge brute</b>   |       | <b>215,7 \$</b>     | <b>199,3 \$</b> | <b>616,4 \$</b>  | <b>576,2 \$</b> |
| Frais de recherche et de développement   |       | 29,8                | 28,8            | 92,1             | 79,7            |
| Frais de vente, généraux et d'administration                                     |       | 98,6                | 90,0            | 268,5            | 254,9           |
| Autres profits – montant net   | 9     | (15,1)              | (6,8)           | (33,1)           | (0,4)           |
| Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence   | 12    | (10,4)              | (14,1)          | (31,0)           | (37,3)          |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition                         |       | —                   | 2,8             | —                | 15,5            |
| <b>Résultat opérationnel</b>   |       | <b>112,8 \$</b>     | <b>98,6 \$</b>  | <b>319,9 \$</b>  | <b>263,8 \$</b> |
| Charges financières – montant net  | 5     | 16,9                | 18,5            | 52,2             | 56,1            |
| <b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>                                      |       | <b>95,9 \$</b>      | <b>80,1 \$</b>  | <b>267,7 \$</b>  | <b>207,7 \$</b> |
| (Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat                                    | 10    | (24,0)              | 11,0            | 15,4             | 20,4            |
| <b>Résultat des activités poursuivies</b>  |       | <b>119,9 \$</b>     | <b>69,1 \$</b>  | <b>252,3 \$</b>  | <b>187,3 \$</b> |
| Résultat des activités abandonnées   |       | —                   | 0,2             | —                | 0,2             |
| <b>Résultat net</b>  |       | <b>119,9 \$</b>     | <b>69,3 \$</b>  | <b>252,3 \$</b>  | <b>187,5 \$</b> |
| Attribuable aux:   |       |                     |                 |                  |                 |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société                       |       | 117,9 \$            | 67,8 \$         | 246,9 \$         | 184,8 \$        |
| Participations ne donnant pas le contrôle  |       | 2,0                 | 1,5             | 5,4              | 2,7             |
|  |       | <b>119,9 \$</b>     | <b>69,3 \$</b>  | <b>252,3 \$</b>  | <b>187,5 \$</b> |
| <b>Résultat par action des activités poursuivies attribuable</b>                 |       |                     |                 |                  |                 |
| <b>aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>            |       |                     |                 |                  |                 |
| De base et dilué   | 7     | 0,44 \$             | 0,25 \$         | 0,92 \$          | 0,69 \$         |

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé du résultat global

| <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>  | Trimestres clos les<br>31 décembre |                  | Périodes de neuf<br>mois closes les<br>31 décembre |                  |
|---|------------------------------------|------------------|--|------------------|
|   | 2017                               | 2016             | 2017   | 2016             |
| <b>Résultat net</b>   | <b>119,9 \$</b>                    | <b>69,3 \$</b>   | <b>252,3 \$</b>                                    | <b>187,5 \$</b>  |
| <b>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</b>  |                                    |                  |  |                  |
| <b>Différences de conversion</b>  |                                    |                  |  |                  |
| Différence de conversion nette liée aux états financiers<br>des établissements à l'étranger   | 26,9 \$                            | (1,8) \$         | (33,3) \$  | (9,6) \$         |
| Montant net des (pertes) gains sur certaines dettes à long terme<br>libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures<br>d'investissements nets dans des établissements à l'étranger | (2,9)                              | (11,9)           | 28,5   | (17,4)           |
| Reclassement au résultat net  | (8,1)                              | (0,5)            | (9,3)  | (1,8)            |
| Impôt sur le résultat   | 1,9                                | (1,5)            | 5,7  | 1,0              |
|   | <b>17,8 \$</b>                     | <b>(15,7) \$</b> | <b>(8,4) \$</b>                                    | <b>(27,8) \$</b> |
| <b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>  |                                    |                  |  |                  |
| Partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés désignés<br>à titre de couvertures de flux de trésorerie  | (3,6) \$                           | (1,0) \$         | 20,1 \$  | 0,8 \$           |
| Reclassement au résultat net  | 4,7                                | 0,2              | (7,3)  | 8,5              |
| Impôt sur le résultat   | 0,3                                | 0,3              | (2,9)  | (2,4)            |
|   | <b>1,4 \$</b>                      | <b>(0,5) \$</b>  | <b>9,9 \$</b>                                      | <b>6,9 \$</b>    |
| <b>Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente</b>  |                                    |                  |  |                  |
| Variation nette de la juste valeur de l'actif financier disponible à la vente   | — \$                               | (0,1) \$         | — \$   | (0,2) \$         |
|   | <b>— \$</b>                        | <b>(0,1) \$</b>  | <b>— \$</b>  | <b>(0,2) \$</b>  |
| <b>Quote-part des autres éléments du résultat global liés<br/>aux participations mises en équivalence</b>   |                                    |                  |  |                  |
| Quote-part des autres éléments du résultat global liés<br>aux participations mises en équivalence   | 5,6 \$                             | (5,1) \$         | (8,1) \$   | (6,8) \$         |
| Reclassement au résultat net  | 3,8                                | —                | (15,0)   | —                |
|   | <b>9,4 \$</b>                      | <b>(5,1) \$</b>  | <b>(23,1) \$</b>                                   | <b>(6,8) \$</b>  |
| <b>Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net</b>  |                                    |                  |  |                  |
| <b>Réévaluations des régimes à prestations définies</b>   |                                    |                  |  |                  |
| Réévaluations des régimes à prestations définies  | (44,3) \$                          | 70,4 \$          | (44,0) \$  | 7,9 \$           |
| Impôt sur le résultat   | 11,9                               | (18,9)           | 11,8   | (2,1)            |
|   | <b>(32,4) \$</b>                   | <b>51,5 \$</b>   | <b>(32,2) \$</b>                                   | <b>5,8 \$</b>    |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>   | <b>(3,8) \$</b>                    | <b>30,1 \$</b>   | <b>(53,8) \$</b>                                   | <b>(22,1) \$</b> |
| <b>Total du résultat global</b>   | <b>116,1 \$</b>                    | <b>99,4 \$</b>   | <b>198,5 \$</b>                                    | <b>165,4 \$</b>  |
| Attribuable aux :   |                                    |                  |  |                  |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société  | 114,1 \$                           | 97,6 \$          | 195,3 \$   | 162,8 \$         |
| Participations ne donnant pas le contrôle   | 2,0                                | 1,8              | 3,2  | 2,6              |
|   | <b>116,1 \$</b>                    | <b>99,4 \$</b>   | <b>198,5 \$</b>                                    | <b>165,4 \$</b>  |
| <b>Total du résultat global attribuable aux détenteurs d'instruments<br/>de capitaux propres de la Société :</b>  |                                    |                  |  |                  |
| Activités poursuivies   | 114,1 \$                           | 97,4 \$          | 195,3 \$   | 162,6 \$         |
| Activités abandonnées   | —                                  | 0,2              | —  | 0,2              |
|   | <b>114,1 \$</b>                    | <b>97,6 \$</b>   | <b>195,3 \$</b>                                    | <b>162,8 \$</b>  |

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# État consolidé des variations des capitaux propres

| Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société   |                    |                    |                  |  |                 |                         |                   |   |                   |                            |
|--|--------------------|--------------------|------------------|--|-----------------|-------------------------|-------------------|---|-------------------|----------------------------|
|  | Actions ordinaires |                    |                  | Cumul des autres éléments du résultat global |                 | Résultat non distribués |                   | Participations ne donnant pas le contrôle |                   | Total des capitaux propres |
|  | Notes              | Nombres d'actions  | Valeur attribuée | Surplus d'apport                             | Résultat global | Résultat global         | Total             | Total                                     |                   |                            |
| <i>Période de neuf mois close le 31 décembre 2017</i><br>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions) |                    |                    |                  |  |                 |                         |                   |   |                   |                            |
| Soldes à l'ouverture de la période   |                    | 268 397 224        | 615,4 \$         | 19,4 \$                                      | 193,7 \$        | 1 192,3 \$              | 2 020,8 \$        | 60,2 \$                                   | 2 081,0 \$        |                            |
| Résultat net   |                    | —                  | — \$             | — \$   | — \$            | 246,9 \$                | 246,9 \$          | 5,4 \$                                    | 252,3 \$          |                            |
| Autres éléments du résultat global :   |                    |                    |                  |  |                 |                         |                   |   |                   |                            |
| Différences de conversion  |                    | —                  | —                | —  | (6,2)           | —                       | (6,2)             | (2,2)                                     | (8,4)             |                            |
| Variation nette des couvertures de flux de trésorerie  |                    | —                  | —                | —  | 9,9             | —                       | 9,9               | —   | 9,9               |                            |
| Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence                                   |                    | —                  | —                | —  | (23,1)          | —                       | (23,1)            | —   | (23,1)            |                            |
| Réévaluations des régimes à prestations définies   |                    | —                  | —                | —  | —               | (32,2)                  | (32,2)            | —   | (32,2)            |                            |
| Total du résultat global   |                    | —                  | — \$             | — \$   | (19,4) \$       | 214,7 \$                | 195,3 \$          | 3,2 \$                                    | 198,5 \$          |                            |
| Options sur actions exercées   |                    | 1 002 300          | 12,8             | —  | —               | —                       | 12,8              | —   | 12,8              |                            |
| Achat facultatif au comptant   |                    | 1 496              | —                | —  | —               | —                       | —                 | —   | —                 |                            |
| Actions ordinaires rachetées et annulées   | 7                  | (2 061 500)        | (4,8)            | —  | —               | (39,6)                  | (44,4)            | —   | (44,4)            |                            |
| Transfert sur exercice d'options d'actions   |                    | —                  | 2,4              | (2,4)  | —               | —                       | —                 | —   | —                 |                            |
| Paiements fondés sur des actions   |                    | —                  | —                | 4,4  | —               | —                       | 4,4               | —   | 4,4               |                            |
| Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle  |                    | —                  | —                | —  | —               | —                       | —                 | 3,3                                       | 3,3               |                            |
| Dividendes à des participations ne donnant pas le contrôle   | 7                  | 108 899            | 2,4              | —  | —               | (2,4)                   | —                 | (2,5)                                     | (2,5)             |                            |
| Dividendes en trésorerie   | 7                  | —                  | —                | —  | —               | (67,4)                  | (67,4)            | —   | (67,4)            |                            |
| <b>Soldes à la clôture de la période</b>   |                    | <b>267 448 419</b> | <b>628,2 \$</b>  | <b>21,4 \$</b>                               | <b>174,3 \$</b> | <b>1 297,6 \$</b>       | <b>2 121,5 \$</b> | <b>64,2 \$</b>                            | <b>2 185,7 \$</b> |                            |
| Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société   |                    |                    |                  |  |                 |                         |                   |   |                   |                            |
|  | Actions ordinaires |                    |                  | Cumul des autres éléments du résultat global |                 | Résultat non distribués |                   | Participations ne donnant pas le contrôle |                   | Total des capitaux propres |
|  | Notes              | Nombres d'actions  | Valeur attribuée | Surplus d'apport                             | Résultat global | Résultat global         | Total             | Total                                     |                   |                            |
| <i>Période de neuf mois close le 31 décembre 2016</i><br>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions) |                    |                    |                  |  |                 |                         |                   |   |                   |                            |
| Soldes à l'ouverture de la période   |                    | 269 634 816        | 601,7 \$         | 18,3 \$                                      | 220,7 \$        | 1 048,0 \$              | 1 888,7 \$        | 51,6 \$                                   | 1 940,3 \$        |                            |
| Résultat net   |                    | —                  | — \$             | — \$   | — \$            | 184,8 \$                | 184,8 \$          | 2,7 \$                                    | 187,5 \$          |                            |
| Autres éléments du résultat global :   |                    |                    |                  |  |                 |                         |                   |   |                   |                            |
| Différences de conversion  |                    | —                  | —                | —  | (27,7)          | —                       | (27,7)            | (0,1)                                     | (27,8)            |                            |
| Variation nette des couvertures de flux de trésorerie  |                    | —                  | —                | —  | 6,9             | —                       | 6,9               | —   | 6,9               |                            |
| Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente  |                    | —                  | —                | —  | (0,2)           | —                       | (0,2)             | —   | (0,2)             |                            |
| Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence                                   |                    | —                  | —                | —  | (6,8)           | —                       | (6,8)             | —   | (6,8)             |                            |
| Réévaluations des régimes à prestations définies   |                    | —                  | —                | —  | —               | 5,8                     | 5,8               | —   | 5,8               |                            |
| Total du résultat global   |                    | —                  | — \$             | — \$   | (27,8) \$       | 190,6 \$                | 162,8 \$          | 2,6 \$                                    | 165,4 \$          |                            |
| Options sur actions exercées   |                    | 918 110            | 11,3             | —  | —               | —                       | 11,3              | —   | 11,3              |                            |
| Achat facultatif au comptant   |                    | 1 991              | —                | —  | —               | —                       | —                 | —   | —                 |                            |
| Actions ordinaires rachetées et annulées   | 7                  | (2 332 300)        | (5,3)            | —  | —               | (33,4)                  | (38,7)            | —   | (38,7)            |                            |
| Transfert sur exercice d'options d'actions   |                    | —                  | 2,3              | (2,3)  | —               | —                       | —                 | —   | —                 |                            |
| Paiements fondés sur des actions   |                    | —                  | —                | 3,4  | —               | —                       | 3,4               | —   | 3,4               |                            |
| Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle  |                    | —                  | —                | —  | —               | —                       | —                 | 3,9                                       | 3,9               |                            |
| Dividendes en actions  | 7                  | 171 329            | 3,0              | —  | —               | (3,0)                   | —                 | —   | —                 |                            |
| Dividendes en trésorerie   | 7                  | —                  | —                | —  | —               | (60,1)                  | (60,1)            | —   | (60,1)            |                            |
| Soldes à la clôture de la période  |                    | 268 393 946        | 613,0 \$         | 19,4 \$                                      | 192,9 \$        | 1 142,1 \$              | 1 967,4 \$        | 58,1 \$                                   | 2 025,5 \$        |                            |

Le solde des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global au 31 décembre 2017 s'est élevé à 1 471,9 millions \$ (1 335,0 millions \$ en 2016).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

| <i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>   |    |       |                   |                   |
|---|----|-------|-------------------|-------------------|
| <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>  |    | Notes | 2017              | 2016              |
| <b>Activités opérationnelles</b>  |    |       |                   |                   |
| Résultat des activités poursuivies  |    |       | 252,3 \$          | 187,3 \$          |
| Ajustements pour :  |    |       |                   |                   |
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles   | 12 |       | 90,8              | 95,3              |
| Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs                        | 12 |       | 61,1              | 65,2              |
| Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence                          |    |       | (31,0)            | (37,3)            |
| Impôt sur le résultat différé   | 10 |       | (17,6)            | 11,9              |
| Crédits d'impôt à l'investissement  |    |       | (14,4)            | (11,1)            |
| Rémunération fondée sur des actions   |    |       | 7,9               | 13,7              |
| Régimes de retraite à prestations définies  |    |       | 6,0               | 8,3               |
| Dotation aux amortissements des autres passifs non courants   |    |       | (24,0)            | (56,1)            |
| Actifs et passifs financiers dérivés – montant net  |    |       | 3,6               | 9,3               |
| Profit sur la cession de participation dans un investissement   | 9  |       | (14,3)            | —                 |
| Réévaluation d'un investissement, nette des coûts de réorganisation et autres                           | 9  |       | (4,0)             | —                 |
| Autres  |    |       | (0,8)             | 31,8              |
| Variation du fonds de roulement hors trésorerie   | 10 |       | (50,1)            | (51,5)            |
| <b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>                                       |    |       | <b>265,5 \$</b>   | <b>266,8 \$</b>   |
| <b>Activités d'investissement</b>   |    |       |                   |                   |
| Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis   | 3  |       | (124,4) \$        | (5,5) \$          |
| Produit net de la cession de participations dans des investissements                                    | 9  |       | 117,8             | —                 |
| Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles  |    |       | (116,5)           | (149,3)           |
| Produit de la cession d'immobilisations corporelles   |    |       | 16,4              | 2,5               |
| Frais de développement inscrits à l'actif   |    |       | (19,0)            | (23,8)            |
| Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels  |    |       | (12,7)            | (9,1)             |
| Paiements nets versés aux participations mises en équivalence   | 10 |       | (11,7)            | (9,4)             |
| Dividendes reçus des participations mises en équivalence  |    |       | 23,6              | 9,2               |
| Autres  |    |       | 0,5               | 5,9               |
| <b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>                                      |    |       | <b>(126,0) \$</b> | <b>(179,5) \$</b> |
| <b>Activités de financement</b>   |    |       |                   |                   |
| Produits tirés des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables          |    |       | 106,0 \$          | 506,5 \$          |
| Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables                         |    |       | (106,0)           | (506,5)           |
| Produits tirés de la dette à long terme   |    |       | 27,3              | 42,7              |
| Remboursement sur la dette à long terme   |    |       | (23,8)            | (92,7)            |
| Remboursement sur des contrats de location-financement  |    |       | (15,6)            | (13,6)            |
| Dividendes versés   |    |       | (67,4)            | (60,1)            |
| Émission d'actions ordinaires   |    |       | 12,8              | 11,3              |
| Rachat d'actions ordinaires   | 7  |       | (44,4)            | (38,7)            |
| Autres  |    |       | (1,9)             | (0,2)             |
| <b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>  |    |       | <b>(113,0) \$</b> | <b>(151,3) \$</b> |
| <b>Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b> |    |       |                   |                   |
|   |    |       | <b>(0,4) \$</b>   | <b>(4,8) \$</b>   |
| <b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>                |    |       | <b>26,1 \$</b>    | <b>(68,8) \$</b>  |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>                              |    |       | <b>504,7</b>      | <b>485,6</b>      |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>                               |    |       | <b>530,8 \$</b>   | <b>416,8 \$</b>   |
| Information supplémentaire :  |    |       |                   |                   |
| Intérêts payés  |    |       | 38,8 \$           | 52,6 \$           |
| Intérêts reçus  |    |       | 9,5               | 7,1               |
| Impôt sur le résultat payé  |    |       | 30,6              | 20,6              |

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Notes annexes

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 9 février 2018.

### NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les aviateurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- (i) Solutions de formation pour l'aviation civile - Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité - Est un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense dans les domaines aériens, terrestres et navals, et pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé - Conçoit et fabrique des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élabore des didacticiels et offre des services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi qu'aux médecins dans le monde entier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

#### Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes suivent leur formation. Donc, les services de formation de CAE sont historiquement moins sollicités au cours du deuxième trimestre de son exercice financier.

Les prises de commandes du secteur Défense et sécurité peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

#### Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada - Comptabilité, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, Information financière intermédiaire, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : contrepartie éventuelle, instruments financiers dérivés, instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

### **Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses**

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liées aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2017, à l'exception des modifications d'estimations nécessaires au calcul de la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

## **NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES**

### **Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société**

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent à l'exercice 2018 n'ont aucune incidence importante sur les résultats des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice 2018.

### **Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société**

#### **IFRS 9, Instruments financiers**

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, Instruments financiers, en remplacement d'IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation.

En lieu et place des multiples règles d'IAS 39, IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement des actifs financiers en fonction de la gestion que fait une entité des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 sont pour l'essentiel reprises dans IFRS 9. L'analyse préliminaire de la Société n'a relevé aucune différence importante ayant trait au classement et à l'évaluation des instruments financiers.

IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques ainsi qu'un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes de crédit attendues, lequel remplace le modèle fondé sur les pertes subies d'IAS 39.

Pour la Société, IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2018. La Société poursuit l'évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

#### **IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les obligations de prestation sont remplies, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme renforce également les informations à fournir sur les produits des activités ordinaires. IFRS 15 remplace IAS 11, Contrats de construction, et IAS 18, Produits des activités ordinaires, ainsi que les interprétations connexes.

Pour la Société, IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2018. Comme elle a choisi d'appliquer IFRS 15 sur une base rétrospective, la Société retraitera donc les résultats comparatifs au moyen d'un ajustement d'ouverture des capitaux propres au 1er avril 2017.

La Société a réalisé une évaluation préliminaire de l'incidence qu'aura l'application d'IFRS 15 sur ses états financiers consolidés intermédiaires et annuels. Aux termes de cette analyse, elle a conclu que les produits des activités ordinaires tirés de la vente de certains dispositifs de formation du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile qui sont actuellement considérés comme des contrats de construction et comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux ne satisferont plus aux exigences de comptabilisation graduelle des produits des activités ordinaires. En conséquence, la comptabilisation des produits des activités ordinaires sera différée jusqu'à la date à laquelle le contrôle est transféré au client au lieu d'une comptabilisation sur la période de construction. La Société évalue actuellement l'incidence de ce changement attendu sur ses états financiers consolidés.

À mesure que la Société poursuit son évaluation, elle continue d'évaluer l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

#### **IFRS 16, Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, Contrats de location. La nouvelle norme élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement et introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur, aux termes duquel un passif locatif et un droit d'utilisation sont comptabilisés pour tous les contrats de location. En outre, IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables s'appliquant au bailleur, qui continue de classer ses contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. IFRS 16 remplace IAS 17, Contrats de location, ainsi que les interprétations connexes.

Pour la Société, IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2019; son adoption anticipée étant toutefois autorisée si la Société applique également IFRS 15. La Société évalue présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés. Dans les cas où elle est le preneur, la Société prévoit que l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation, à l'état consolidé de la situation financière, des actifs et passifs liés à certains accords de location visant des dispositifs de formation et des bâtiments que, aux termes des IFRS en vigueur, la Société classe comme des obligations contractuelles sous forme de contrats de location simple. La Société prévoit également que le changement touchant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des charges locatives donnera lieu à une diminution de la charge locative et à une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

### NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

#### Acquisition d'un portefeuille d'actifs de formation

Durant le deuxième trimestre de l'exercice 2018, la Société a acquis un portefeuille d'actifs de formation en Amérique du Nord et en Europe auprès d'une entreprise de location de simulateurs de vol pour une contrepartie en trésorerie de 24,7 millions \$. Avec cette transaction, la Société a obtenu des simulateurs de vol en opération ainsi que divers contrats avec des clients.

La juste valeur préliminaire des actifs identifiables acquis et des passifs repris est de 24,7 millions \$ d'immobilisations corporelles, 4,3 millions \$ de goodwill, 1,4 million \$ d'actifs non courants et 5,7 millions \$ de passifs non courants. Le goodwill découlant de l'acquisition est attribuable à l'élargissement du réseau de simulateurs de vol commerciaux en service chez les clients de CAE, à la consolidation de la capacité du marché et aux synergies attendues suite à l'acquisition.

Les actifs nets acquis, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile.

#### Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd.

Le 17 novembre 2017, la Société a conclu l'acquisition de la participation restante de 50 % dans l'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (AACE) d'Air Asia, pour une contrepartie en trésorerie de 114,8 millions \$ CAD (90 millions \$ US) et une contrepartie conditionnelle en trésorerie payable à long terme pouvant atteindre 10 millions \$ US, si certains critères sont atteints.

En conséquence, la participation de la Société dans l'AACE a augmenté de 50 % à 100 %, obtenant le contrôle des trois centres de formation de l'AACE situés en Malaisie, à Singapour et au Vietnam, ainsi que la participation de 50 % dans le Philippine Academy of Aviation Training, un centre de formation en coentreprise entre l'AACE et Cebu Pacific, situé aux Philippines. Suite à cette acquisition, la Société contrôle un réseau de simulateurs de vol commerciaux en service et ont des actifs, y compris des simulateurs de vol, des pièces de simulateurs, du matériel de simulation, des installations et une main-d'œuvre qualifiée.

Avant la transaction, la participation de 50 % de la Société dans l'AACE était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Le profit résultant de la réévaluation de la juste valeur de la participation antérieure détenue dans l'AACE a été pris en compte dans les Autres profits – montant net à l'état consolidé du résultat net (note 9).

Le tableau suivant présente le montant des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de l'acquisition:

|   | <b>Total</b>    |
|---|-----------------|
| Actifs courants <sup>(1)</sup>  | 16,1 \$         |
| Passifs courants  | (21,1)          |
| Immobilisations corporelles   | 113,4           |
| Participation mise en équivalence   | 7,6             |
| Immobilisations incorporelles   | 121,2           |
| Impôt différé   | (13,0)          |
| Passifs non courants  | (16,8)          |
| <b>Juste valeur des actifs nets acquis, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b> | <b>207,4 \$</b> |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis  | 15,1            |
| <b>Total du prix d'achat</b>  | <b>222,5 \$</b> |
| Juste valeur de la contrepartie conditionnelle en trésorerie payable à long terme (note 11)                   | (10,7)          |
| Règlement d'une relation préexistante   | (9,2)           |
| Juste valeur de la participation antérieure détenue dans l'AACE   | (87,8)          |
| <b>Total de la contrepartie en trésorerie</b>   | <b>114,8 \$</b> |

<sup>(1)</sup> Abstraction faite des fonds en caisse.

Le juste valeur et le montant contractuel brut des créances clients acquises s'établissent à 13,9 millions \$.

Les actifs nets acquis, y compris les immobilisations incorporelles, sont inclus dans le secteurs Solutions de formation pour l'aviation civile.

## NOTE 4 – CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients et autres débiteurs sont présentés à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les créances clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les créances clients et autres débiteurs se présentent comme suit :

|  | 31 décembre<br>2017 | 31 mars<br>2017 |
|--|---------------------|-----------------|
| Créances clients courantes                     | 174,8 \$            | 207,5 \$        |
| Créances clients en souffrance                 |                     |                 |
| 1-30 jours                                     | 71,0                | 56,8            |
| 31-60 jours                                    | 20,1                | 14,5            |
| 61-90 jours                                    | 16,0                | 13,0            |
| Plus de 90 jours                               | 69,0                | 56,4            |
| Provision pour créances douteuses              | (17,1)              | (14,5)          |
| Total des créances clients                     | 333,8 \$            | 333,7 \$        |
| Créances clients non facturées                 | 120,7               | 105,8           |
| Montants à recevoir de parties liées (note 13) | 29,4                | 54,0            |
| Autres débiteurs                               | 61,8                | 54,9            |
| Total des créances clients et autres débiteurs | 545,7 \$            | 548,4 \$        |

## NOTE 5 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

### Dette à long terme

Dans le cadre de l'acquisition d'ACE, la Société a acquis des prêts pour un montant de 29,6 millions \$ au 31 décembre 2017.

### Charges financières – montant net

|  | Trimestres clos les<br>31 décembre |          | Périodes de neuf<br>mois closes les<br>31 décembre |          |
|--|------------------------------------|----------|--|----------|
|  | 2017                               | 2016     | 2017   | 2016     |
| Charges financières :  |                                    |          |  |          |
| Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)       | 13,3 \$                            | 13,5 \$  | 39,6 \$  | 40,2 \$  |
| Contrats de location-financement                                     | 2,0                                | 2,7      | 6,8  | 7,9      |
| Obligations relatives aux redevances                                 | 2,7                                | 2,4      | 8,1  | 7,5      |
| Obligations au titre des avantages du personnel                      | 1,3                                | 1,3      | 3,7  | 3,9      |
| Dotation aux amortissements des frais de financement                 | 0,4                                | 0,4      | 1,1  | 1,1      |
| Autres   | 1,8                                | 1,2      | 5,7  | 5,1      |
| Coûts d'emprunt inscrits à l'actif <sup>1)</sup>                     | (0,8)                              | (0,8)    | (2,5)  | (2,3)    |
| Charges financières  | 20,7 \$                            | 20,7 \$  | 62,5 \$  | 63,4 \$  |
| Produits financiers :  |                                    |          |  |          |
| Produit d'intérêts sur les prêts et contrats de location-financement | (2,5) \$                           | (1,8) \$ | (7,4) \$   | (5,7) \$ |
| Autres   | (1,3)                              | (0,4)    | (2,9)  | (1,6)    |
| Produits financiers  | (3,8) \$                           | (2,2) \$ | (10,3) \$  | (7,3) \$ |
| Charges financières – montant net                                    | 16,9 \$                            | 18,5 \$  | 52,2 \$  | 56,1 \$  |

<sup>1)</sup> Le taux d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 4,33% pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 (4,26% en 2016), de 4,33% pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 (4,33% en 2016) et de 4,34% pour le trimestre clos le 30 juin 2017 (4,55% en 2016).



## NOTE 6 – PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE

La valeur des contributions nettes comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Nouveaux marchés principaux, Innover et SimÉco 4.0 sont présentés dans le tableau suivant :

|  | Trimestres clos les<br>31 décembre |        | Périodes de neuf<br>mois closes les<br>31 décembre |        |
|--|------------------------------------|--------|--|--------|
|  | 2017                               | 2016   | 2017   | 2016   |
| Montant net à recevoir à l'ouverture de la période | 6,6 \$                             | 8,5 \$ | 6,3 \$   | 7,7 \$ |
| Contributions                                      | 7,1                                | 7,3    | 21,0   | 24,0   |
| Paiements reçus                                    | (7,3)                              | (8,5)  | (20,9)   | (24,4) |
| Montant net à recevoir à la clôture de la période  | 6,4 \$                             | 7,3 \$ | 6,4 \$   | 7,3 \$ |

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

|  | Trimestres clos les<br>31 décembre |        | Périodes de neuf<br>mois closes les<br>31 décembre |        |
|--|------------------------------------|--------|--|--------|
|  | 2017                               | 2016   | 2017   | 2016   |
| Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif : |                                    |        |  |        |
| Projet Nouveaux marchés principaux                         | 0,5 \$                             | 0,4 \$ | 1,5 \$   | 0,9 \$ |
| Projet Innover   | 0,7                                | 0,9    | 1,7  | 3,4    |
| Projet SimÉco 4.0  | 0,6                                | —      | 1,2  | —      |
| Contributions créditées aux résultats :                    |                                    |        |  |        |
| Projet Nouveaux marchés principaux                         | 0,4                                | 0,5    | 1,6  | 1,7    |
| Projet Innover   | 4,2                                | 5,5    | 13,4   | 18,0   |
| Projet SimÉco 4.0  | 0,7                                | —      | 1,6  | —      |
| Total des contributions :                                  |                                    |        |  |        |
| Projet Nouveaux marchés principaux                         | 0,9 \$                             | 0,9 \$ | 3,1 \$   | 2,6 \$ |
| Projet Innover   | 4,9                                | 6,4    | 15,1   | 21,4   |
| Projet SimÉco 4.0  | 1,3                                | —      | 2,8  | —      |

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

## NOTE 7 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

### Capital-actions

#### Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 14 février 2017, la Société a annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 366 756 actions ordinaires, soit 2 % de ses 268 337 816 actions ordinaires émises et en circulation au 9 février 2017. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2017 et prendra fin le 22 février 2018 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira de mettre fin à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2017, la Société avait racheté et annulé 2 061 500 actions ordinaires (2 332 300 actions en 2016) au prix moyen pondéré de 21,52 \$ l'action ordinaire aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour une contrepartie totale de 44,4 millions \$ (38,7 millions \$ en 2016). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 39,6 millions \$ (33,4 millions \$ en 2016), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat. Ce montant comprend 600 000 actions ordinaires rachetées en vertu d'une entente privée conclue avec un tiers vendeur à un prix inférieur au prix courant sur le marché des actions ordinaires de la Société au moment de l'achat.

#### Calcul du résultat par action

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

|   | Trimestres clos les<br>31 décembre |             | Périodes de neuf mois<br>closes les<br>31 décembre |             |
|---|------------------------------------|-------------|--|-------------|
|   | 2017                               | 2016        | 2017   | 2016        |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation  | 268 098 211                        | 268 455 739 | 268 458 862  | 268 806 466 |
| Effet dilutif des options sur actions   | 1 393 285                          | 1 239 029   | 1 250 788  | 795 762     |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins<br>du calcul du résultat dilué par action | 269 491 496                        | 269 694 768 | 269 709 650  | 269 602 228 |

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, aucune option sur actions ordinaires (aucune en 2016) n'a été exclue du calcul ci-dessus.

Pour la période de neuf mois closes le 31 décembre 2017, des options sur 1 950 100 actions ordinaires (46 700 en 2016) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

### Dividendes

Les dividendes déclarés pour le troisième trimestre de l'exercice 2018 se sont élevés à 24,1 millions \$, soit 0,09 \$ par action (21,4 millions \$ en 2017, soit 0,08 \$ par action). Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, les dividendes déclarés se sont élevés à 69,8 millions \$, soit 0,26 \$ par action (63,1 millions \$ en 2017, soit 0,235 \$ par action).

## NOTE 8 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

|   | Trimestres clos les<br>31 décembre |          | Périodes de neuf<br>mois closes les<br>31 décembre |          |
|---|------------------------------------|----------|--|----------|
|   | 2017                               | 2016     | 2017   | 2016     |
| Salaires et autres avantages du personnel à court terme                         | 237,9 \$                           | 207,1 \$ | 666,3 \$   | 610,0 \$ |
| Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions           | 9,2                                | 7,0      | 29,9   | 23,7     |
| Avantages postérieurs à l'emploi - régimes à prestations définies <sup>1)</sup> | 7,7                                | 7,8      | 23,4   | 23,1     |
| Avantages postérieurs à l'emploi - régimes à cotisations définies               | 3,4                                | 3,1      | 9,7  | 9,5      |
| Indemnités de cessation d'emploi  | 3,6                                | 0,4      | 5,1  | 7,4      |
| Total de la charge de rémunération du personnel <sup>2)</sup>                   | 261,8 \$                           | 225,4 \$ | 734,4 \$   | 673,7 \$ |

<sup>1)</sup> Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

<sup>2)</sup> Il se peut que certains membres du personnel de direction clé aient conclus des contrats d'emplois qui prévoient le versement de paiements en cas de congédiement non motivé et de paiements en cas de cessation d'emploi à la suite d'un changement de contrôle. Ces contrats d'emploi ont une durée indéterminée. Se reporter à la circulaire de sollicitation de procurations 2017 pour plus d'information.

## NOTE 9 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

|   | Trimestres clos les<br>31 décembre |          | Périodes de neuf<br>mois closes les<br>31 décembre |        |
|---|------------------------------------|----------|--|--------|
|   | 2017                               | 2016     | 2017   | 2016   |
| Cession d'immobilisations corporelles           | 0,2 \$                             | (0,1) \$ | 5,4 \$   | 0,1 \$ |
| Montant net des pertes de change                | 6,7                                | 3,4      | 4,3  | (3,7)  |
| Cession de participation dans un investissement | —                                  | —        | 14,3   | —      |
| Réévaluation d'un investissement – montant net  | 12,2                               | —        | 12,2   | —      |
| Autres  | (4,0)                              | 3,5      | (3,1)  | 4,0    |
| Autres profits – montant net                    | 15,1 \$                            | 6,8 \$   | 33,1 \$  | 0,4 \$ |

### Cession de participation dans un investissement

Durant le deuxième trimestre de l'exercice 2018, la Société a disposé de sa participation de 49 % dans Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited, une participation mise en équivalence, pour une contrepartie en trésorerie nette de 114,0 millions \$. À la suite de la cession de la participation, un goodwill de 6,3 millions \$ a été décomptabilisé et une perte de valeur de 7,0 millions \$ a été comptabilisée à l'égard d'un placement connexe dans une société mise en équivalence. La Société a réalisé un gain sur la cession de 14,3 millions \$.

### Réévaluation d'un investissement et coûts de réorganisation

Le 17 novembre 2017, la participation de la société dans l'AACE a augmenté de 50 % à 100 %, obtenant le contrôle d'AACE (note 3). Avant la transaction, la participation de 50 % de la Société dans l'AACE était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. La réévaluation à la juste valeur de la participation antérieure détenue dans l'AACE a donné lieu à un gain de 34,7 millions \$. En plus, un goodwill de 4,6 millions \$ a été décomptabilisé, des coûts de 8,5 millions \$, incluant des coûts d'acquisitions de 1,5 million \$ et une baisse de valeur d'actifs de 9,4 millions \$ ont été encourus. Par conséquent, la Société a comptabilisé un gain net lors de la réévaluation de 12,2 millions \$. Également au cours du trimestre, des coûts de réorganisation et autres de 8,2 millions \$ ont été engagés, ce qui a donné lieu à un gain sur la réévaluation déduction faite des coûts totaux engagés de 4,0 millions \$.

**NOTE 10 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET RÉSULTAT NET**

a) La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

| <i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>             | <b>2017</b>      | <b>2016</b> |
|---|------------------|-------------|
| Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie : |                  |             |
| Créances clients et autres débiteurs                            | <b>2,0 \$</b>    | (1,8) \$    |
| Contrats en cours : actifs                                      | <b>(39,3)</b>    | 21,9        |
| Stocks  | <b>(4,4)</b>     | (49,4)      |
| Acomptes  | <b>(9,1)</b>     | 5,8         |
| Impôt sur le résultat à recouvrer                               | <b>0,6</b>       | 0,5         |
| Dettes fournisseurs et charges à payer                          | <b>(94,3)</b>    | (82,8)      |
| Provisions  | <b>(15,4)</b>    | (16,2)      |
| Impôt sur le résultat à payer                                   | <b>(11,1)</b>    | (1,5)       |
| Produits différés   | <b>120,4</b>     | 12,0        |
| Contrats en cours : passifs                                     | <b>0,5</b>       | 60,0        |
| <b>Variation du fonds de roulement hors trésorerie</b>          | <b>(50,1) \$</b> | (51,5) \$   |

b) Acquisition de 45% de participation de Pelesys

La Société a acquis 45% des actions de Pelesys, un chef de file mondial dans la prestation de solutions de formation aéronautique et de didacticiels, pour une contrepartie en espèces de 7,7 millions \$. Cette contrepartie est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. La transaction comprend une série d'options d'achat et de vente sur la participation restante de 55%. Les options peuvent être exercées à des dates prédéterminées, à la juste valeur, sous réserve d'un plafond et d'un plancher prédéfinis.

c) Recouvrement d'impôt

En vertu de la Loi sur les réductions d'impôt et les emplois, qui a été adoptée en grande partie le 22 décembre 2017, le taux d'imposition fédéral des sociétés aux États-Unis a été réduit à 21% par rapport au taux précédent de 35%. L'incidence de la variation du taux d'imposition s'est traduite par une réduction de 33,1 millions \$ de la charge d'impôt différée nette et une réduction de 0,6 million \$ de la charge d'impôt exigible pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017.

Le gain d'impôt hors trésorerie de 33,7 millions \$ qui en a découlé a été comptabilisé comme une composante du recouvrement d'impôts au troisième trimestre de l'exercice 2018.

**NOTE 11 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des contrats en cours ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les risques à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur des provisions, de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre des contrats de location-financement et des redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les risques à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- vi) La juste valeur des contreparties éventuelles découlant des regroupements d'entreprises est fondée sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, la probabilité de réalisation des facteurs sur lesquels repose l'éventualité et le taux d'actualisation ajusté au risque utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie pondérés en fonction des probabilités.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 décembre 2017 :

|   | JVBRN <sup>1)</sup> | Disponibles<br>à la vente | Prêts et<br>créances | Valeur comptable   |            | Juste valeur |
|---|---------------------|---------------------------|----------------------|--------------------|------------|--------------|
|   |                     |                           |                      | DDRC <sup>2)</sup> | Total      |              |
| <b>Actifs financiers</b>                |                     |                           |                      |                    |            |              |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 530,8 \$            | — \$                      | — \$                 | — \$               | 530,8 \$   | 530,8 \$     |
| Créances clients et autres débiteurs    | —                   | —                         | 516,4 <sup>3)</sup>  | —                  | 516,4      | 516,4        |
| Contrats en cours : actifs              | —                   | —                         | 369,5                | —                  | 369,5      | 369,5        |
| Actifs financiers dérivés               | 12,2                | —                         | —                    | 28,6               | 40,8       | 40,8         |
| Autres actifs                           | 26,7 <sup>4)</sup>  | 1,4 <sup>5)</sup>         | 157,6 <sup>6)</sup>  | —                  | 185,7      | 197,1        |
|   | 569,7 \$            | 1,4 \$                    | 1 043,5 \$           | 28,6 \$            | 1 643,2 \$ | 1 654,6 \$   |

|  | JVBRN <sup>1)</sup> | Autres<br>passifs<br>financiers | DDRC <sup>2)</sup> | Valeur comptable |            | Juste valeur |
|--|---------------------|---------------------------------|--------------------|------------------|------------|--------------|
|  |                     |                                 |                    | Total            |            |              |
| <b>Passifs financiers</b>              |                     |                                 |                    |                  |            |              |
| Dettes fournisseurs et charges à payer | — \$                | 551,6 \$ <sup>7)</sup>          | — \$               | 551,6 \$         | 551,6 \$   | 551,6 \$     |
| Provisions                             | 10,8                | 29,2                            | —                  | 40,0             | 40,0       | 40,0         |
| Total de la dette à long terme         | —                   | 1 244,8 <sup>8)</sup>           | —                  | 1 244,8          | 1 326,9    | 1 326,9      |
| Autres passifs non courants            | —                   | 153,0 <sup>9)</sup>             | —                  | 153,0            | 172,5      | 172,5        |
| Passifs financiers dérivés             | 5,5                 | —                               | 6,4                | 11,9             | 11,9       | 11,9         |
|  | 16,3 \$             | 1 978,6 \$                      | 6,4 \$             | 2 001,3 \$       | 2 102,9 \$ | 2 102,9 \$   |

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissaient comme suit au 31 mars 2017 :

|   | JVBRN <sup>1)</sup> | Disponibles<br>à la vente | Prêts et<br>créances | Valeur comptable   |            | Juste valeur |
|---|---------------------|---------------------------|----------------------|--------------------|------------|--------------|
|   |                     |                           |                      | DDRC <sup>2)</sup> | Total      |              |
| <b>Actifs financiers</b>                |                     |                           |                      |                    |            |              |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 504,7 \$            | — \$                      | — \$                 | — \$               | 504,7 \$   | 504,7 \$     |
| Créances clients et autres débiteurs    | —                   | —                         | 526,4 <sup>3)</sup>  | —                  | 526,4      | 526,4        |
| Contrats en cours : actifs              | —                   | —                         | 337,5                | —                  | 337,5      | 337,5        |
| Actifs financiers dérivés               | 12,2                | —                         | —                    | 27,2               | 39,4       | 39,4         |
| Autres actifs                           | 26,0 <sup>4)</sup>  | 1,4 <sup>5)</sup>         | 167,6 <sup>6)</sup>  | —                  | 195,0      | 210,7        |
|   | 542,9 \$            | 1,4 \$                    | 1 031,5 \$           | 27,2 \$            | 1 603,0 \$ | 1 618,7 \$   |

|  | JVBRN <sup>1)</sup> | Autres<br>passifs<br>financiers | DDRC <sup>2)</sup> | Valeur comptable |            | Juste valeur |
|--|---------------------|---------------------------------|--------------------|------------------|------------|--------------|
|  |                     |                                 |                    | Total            |            |              |
| <b>Passifs financiers</b>              |                     |                                 |                    |                  |            |              |
| Dettes fournisseurs et charges à payer | — \$                | 615,0 \$ <sup>7)</sup>          | — \$               | 615,0 \$         | 615,0 \$   | 615,0 \$     |
| Provisions                             | 0,1                 | 39,3                            | —                  | 39,4             | 39,4       | 39,4         |
| Total de la dette à long terme         | —                   | 1 258,2 <sup>8)</sup>           | —                  | 1 258,2          | 1 340,3    | 1 340,3      |
| Autres passifs non courants            | —                   | 146,5 <sup>9)</sup>             | —                  | 146,5            | 170,4      | 170,4        |
| Passifs financiers dérivés             | 9,8                 | —                               | 10,4               | 20,2             | 20,2       | 20,2         |
|  | 9,9 \$              | 2 059,0 \$                      | 10,4 \$            | 2 079,3 \$       | 2 185,3 \$ | 2 185,3 \$   |

<sup>1)</sup> JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.

<sup>2)</sup> DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

<sup>3)</sup> Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

<sup>4)</sup> Représente les liquidités soumises à des restrictions.

<sup>5)</sup> Représente le placement de portefeuille de la Société.

<sup>6)</sup> Comprend les créances non courantes et les acomptes.

<sup>7)</sup> Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

<sup>8)</sup> Abstraction faite des coûts de transaction.

<sup>9)</sup> Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la juste valeur par le biais du résultat net. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

### Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1: Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2: Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3: Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur par catégorie:

|  | 31 décembre     |                |                 | 31 mars         |               |                 |
|--|-----------------|----------------|-----------------|-----------------|---------------|-----------------|
|  | Niveau 2        | Niveau 3       | Total           | Niveau 2        | Niveau 3      | Total           |
|  | <b>2017</b>     |                |                 |                 |               |                 |
|  |                 |                |                 |                 |               |                 |
| <b>Actifs financiers</b>   |                 |                |                 |                 |               |                 |
| Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net             |                 |                |                 |                 |               |                 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                            | 530,8 \$        | — \$           | 530,8 \$        | 504,7 \$        | — \$          | 504,7 \$        |
| Liquidités soumises à restrictions                                 | 26,7            | —              | 26,7            | 26,0            | —             | 26,0            |
| Contrats de change à terme   | 7,9             | —              | 7,9             | 7,4             | —             | 7,4             |
| Dérivés incorporés sur devises                                     | 0,8             | —              | 0,8             | 1,8             | —             | 1,8             |
| Swaps sur actions  | 3,5             | —              | 3,5             | 3,0             | —             | 3,0             |
| Disponibles à la vente   | —               | 1,4            | 1,4             | —               | 1,4           | 1,4             |
| Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture |                 |                |                 |                 |               |                 |
| Contrats de change à terme   | 17,7            | —              | 17,7            | 10,8            | —             | 10,8            |
| Swaps de devises   | 10,9            | —              | 10,9            | 16,4            | —             | 16,4            |
|  | <b>598,3 \$</b> | <b>1,4 \$</b>  | <b>599,7 \$</b> | <b>570,1 \$</b> | <b>1,4 \$</b> | <b>571,5 \$</b> |
| <b>Passifs financiers</b>  |                 |                |                 |                 |               |                 |
| Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net             |                 |                |                 |                 |               |                 |
| Passifs éventuels découlant des regroupements d'entreprises        | — \$            | 10,8 \$        | 10,8 \$         | — \$            | 0,1 \$        | 0,1 \$          |
| Contrats de change à terme   | 5,5             | —              | 5,5             | 9,8             | —             | 9,8             |
| Swaps sur actions  | —               | —              | —               | —               | —             | —               |
| Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture |                 |                |                 |                 |               |                 |
| Contrats de change à terme   | 6,3             | —              | 6,3             | 10,0            | —             | 10,0            |
| Swaps de taux d'intérêt  | 0,1             | —              | 0,1             | 0,4             | —             | 0,4             |
|  | <b>11,9 \$</b>  | <b>10,8 \$</b> | <b>22,7 \$</b>  | <b>20,2 \$</b>  | <b>0,1 \$</b> | <b>20,3 \$</b>  |

Pour la période de neuf mois de l'exercice 2018, les variations des instruments financiers de niveau 3 sont les suivantes : aucun gain réalisé ou latent n'a été inclus dans le résultat et un passif financier pour une contrepartie éventuelle découlant d'un regroupement d'entreprises d'un montant de 10,7 millions \$ a été reconnu (note 3).

## NOTE 12 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

### Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé résultat opérationnel sectoriel). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

| <i>Trimestres clos les 31 décembre</i>           | Solutions de formation pour l'aviation civile |          | Défense et sécurité |          | Santé   |         | Total    |          |
|--|---|----------|---------------------|----------|---------|---------|----------|----------|
|  | 2017  | 2016     | 2017                | 2016     | 2017    | 2016    | 2017     | 2016     |
| Produits des activités ordinaires externes       | 413,7 \$                                      | 412,8 \$ | 262,8 \$            | 243,7 \$ | 27,9 \$ | 26,2 \$ | 704,4 \$ | 682,7 \$ |
| Dotation aux amortissements                      |   |          |                     |          |         |         |          |          |
| Immobilisations corporelles                      | 26,4  | 27,7     | 4,0                 | 4,6      | 0,6     | 0,7     | 31,0     | 33,0     |
| Immobilisations incorporelles et autres actifs   | 9,5   | 9,6      | 6,3                 | 9,9      | 2,6     | 2,8     | 18,4     | 22,3     |
| Baisse de valeur des stocks – montant net        | 0,3   | 0,3      | 0,3                 | 0,3      | —       | —       | 0,6      | 0,6      |
| Baisse de valeur (reprise des baisses de valeur) |   |          |                     |          |         |         |          |          |
| des créances clients – montant net               | 3,4   | 0,4      | —                   | 0,1      | —       | (0,1)   | 3,4      | 0,4      |
| Quote-part après impôt du résultat net           |   |          |                     |          |         |         |          |          |
| des participations mises en équivalence          | 7,3   | 10,3     | 3,1                 | 3,8      | —       | —       | 10,4     | 14,1     |
| Résultat opérationnel sectoriel                  | 78,6  | 71,4     | 32,7                | 30,0     | 1,5     | —       | 112,8    | 101,4    |

| <i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i> | Solutions de formation pour l'aviation civile |            | Défense et sécurité |          | Santé   |         | Total      |            |
|---|---|------------|---------------------|----------|---------|---------|------------|------------|
|   | 2017  | 2016       | 2017                | 2016     | 2017    | 2016    | 2017       | 2016       |
| Produits des activités ordinaires externes          | 1 174,5 \$                                    | 1 139,1 \$ | 794,7 \$            | 754,2 \$ | 80,1 \$ | 76,5 \$ | 2 049,3 \$ | 1 969,8 \$ |
| Dotation aux amortissements                         |   |            |                     |          |         |         |            |            |
| Immobilisations corporelles                         | 74,6  | 80,4       | 14,3                | 12,9     | 1,9     | 2,0     | 90,8       | 95,3       |
| Immobilisations incorporelles et autres actifs      | 28,3  | 26,5       | 24,8                | 30,6     | 8,0     | 8,1     | 61,1       | 65,2       |
| Baisse de valeur (reprise des baisses de valeur)    |   |            |                     |          |         |         |            |            |
| des stocks – montant net                            | 2,2   | 0,6        | 0,7                 | 0,9      | —       | (0,1)   | 2,9        | 1,4        |
| Baisse de valeur (reprise des baisses de valeur)    |   |            |                     |          |         |         |            |            |
| des créances clients – montant net                  | 3,5   | 2,9        | —                   | —        | (0,1)   | (0,1)   | 3,4        | 2,8        |
| Quote-part après impôt du résultat net              |   |            |                     |          |         |         |            |            |
| des participations mises en équivalence             | 22,6  | 29,5       | 8,4                 | 7,8      | —       | —       | 31,0       | 37,3       |
| Résultat opérationnel sectoriel                     | 228,8   | 189,4      | 89,0                | 87,4     | 2,1     | 2,5     | 319,9      | 279,3      |

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

|  | Trimestres clos les 31 décembre |         | Périodes de neuf mois closes les 31 décembre |          |
|--|---------------------------------|---------|--|----------|
|  | 2017                            | 2016    | 2017   | 2016     |
| Solutions de formation pour l'aviation civile          | 45,2 \$                         | 21,3 \$ | 107,7 \$                                     | 87,4 \$  |
| Défense et sécurité                                    | 7,0                             | 25,7    | 33,2   | 90,4     |
| Santé  | 2,2                             | 1,8     | 7,5  | 4,6      |
| Total des dépenses d'investissement en immobilisations | 54,4 \$                         | 48,8 \$ | 148,4 \$                                     | 182,4 \$ |

## Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

|  | Trimestres clos les<br>31 décembre |          | Périodes de neuf<br>mois closes les<br>31 décembre |          |
|--|------------------------------------|----------|--|----------|
|  | 2017                               | 2016     | 2017   | 2016     |
| Résultat opérationnel sectoriel total                    | 112,8 \$                           | 101,4 \$ | 319,9 \$   | 279,3 \$ |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition | —                                  | (2,8)    | —  | (15,5)   |
| Résultat opérationnel                                    | 112,8 \$                           | 98,6 \$  | 319,9 \$   | 263,8 \$ |

## Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients et autres débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs et des passifs utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

|   | 31 décembre<br>2017 | 31 mars<br>2017 |
|---|---------------------|-----------------|
| <b>Actif utilisé</b>                          |                     |                 |
| Solutions de formation pour l'aviation civile | 2 882,0 \$          | 2 821,1 \$      |
| Défense et sécurité                           | 1 395,3             | 1 363,6         |
| Santé   | 240,5               | 264,0           |
| Actif non inclus dans l'actif utilisé         | 959,8               | 906,1           |
| Total de l'actif                              | 5 477,6 \$          | 5 354,8 \$      |
| <b>Passif utilisé</b>                         |                     |                 |
| Solutions de formation pour l'aviation civile | 883,1 \$            | 835,8 \$        |
| Défense et sécurité                           | 439,8               | 482,4           |
| Santé   | 35,5                | 39,7            |
| Passif non inclus dans le passif utilisé      | 1 933,5             | 1 915,9         |
| Total du passif                               | 3 291,9 \$          | 3 273,8 \$      |

## Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

|                                   | Trimestres clos les<br>31 décembre |          | Périodes de neuf<br>mois closes les<br>31 décembre |            |
|-----------------------------------|------------------------------------|----------|--|------------|
|                                   | 2017                               | 2016     | 2017   | 2016       |
| Produits des activités ordinaires |                                    |          |  |            |
| Produits de simulation            | 321,5 \$                           | 304,4 \$ | 916,0 \$   | 864,0 \$   |
| Formation et services             | 382,9                              | 378,3    | 1 133,3  | 1 105,8    |
|                                   | 704,4 \$                           | 682,7 \$ | 2 049,3 \$   | 1 969,8 \$ |

### Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

|   | Trimestres clos les<br>31 décembre |                 | Périodes de neuf<br>mois closes les<br>31 décembre |                   |
|---|------------------------------------|-----------------|--|-------------------|
|   | 2017                               | 2016            | 2017   | 2016              |
| Produits des activités ordinaires tirés de clients externes |                                    |                 |  |                   |
| Canada  | 60,7 \$                            | 59,9 \$         | 189,5 \$   | 190,5 \$          |
| États-Unis  | 248,9                              | 263,7           | 723,7  | 722,9             |
| Royaume-Uni   | 51,0                               | 63,0            | 180,4  | 192,3             |
| Allemagne   | 29,1                               | 25,9            | 69,9   | 68,1              |
| Pays-Bas  | 21,2                               | 21,4            | 63,8   | 65,6              |
| Autres pays d'Europe  | 84,2                               | 78,0            | 230,3  | 247,1             |
| Émirats arabes unis   | 25,9                               | 2,0             | 82,8   | 27,4              |
| Chine   | 82,5                               | 36,3            | 170,0  | 106,9             |
| Autres pays d'Asie  | 69,6                               | 97,8            | 242,8  | 246,9             |
| Australie   | 12,6                               | 14,5            | 39,6   | 46,4              |
| Autres pays   | 18,7                               | 20,2            | 56,5   | 55,7              |
|   | <b>704,4 \$</b>                    | <b>682,7 \$</b> | <b>2 049,3 \$</b>                                  | <b>1 969,8 \$</b> |

|   | 31 décembre       | 31 mars           |
|---|-------------------|-------------------|
|   | 2017              | 2017              |
| Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé |                   |                   |
| Canada  | 895,3 \$          | 1 051,1 \$        |
| États-Unis  | 917,5             | 988,1             |
| Brésil  | 110,5             | 124,9             |
| Royaume-Uni   | 230,9             | 218,0             |
| Luxembourg  | 183,5             | 182,9             |
| Pays-Bas  | 214,6             | 159,0             |
| Autres pays d'Europe  | 310,7             | 274,0             |
| Malaisie  | 189,5             | 0,1               |
| Autres pays d'Asie  | 162,4             | 109,0             |
| Autres pays   | 70,4              | 74,2              |
|   | <b>3 285,3 \$</b> | <b>3 181,3 \$</b> |

### NOTE 13 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

|   | 31 décembre | 31 mars |
|---|-------------|---------|
|   | 2017        | 2017    |
| Créances clients et autres débiteurs (note 4) | 29,4 \$     | 54,0 \$ |
| Contrats en cours : actifs                    | 15,5        | 14,2    |
| Autres actifs                                 | 25,7        | 27,4    |
| Dettes fournisseurs et charges à payer        | 8,4         | 15,3    |
| Contrats en cours : passifs                   | 3,1         | 25,9    |

Les autres actifs comprennent une créance sur un contrat de location-financement de 9,7 millions \$ (12,4 millions \$ au 31 mars 2017) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %, un prêt de 8,6 millions \$ (8,4 millions \$ au 31 mars 2017) échéant en juin 2026 et portant intérêt au taux fixe égal au taux de swap Euro à 10 ans majoré de 2,50 %, ainsi qu'une créance non courante sans intérêt de 7,3 millions \$ (6,6 millions \$ au 31 mars 2017), sans modalité de remboursement. Au 31 décembre 2017 et au 31 mars 2017, aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées.



Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

|                                   | Trimestres clos les<br>31 décembre |         | Périodes de neuf<br>mois closes les<br>31 décembre |         |
|-----------------------------------|------------------------------------|---------|--|---------|
|                                   | 2017                               | 2016    | 2017   | 2016    |
| Produits des activités ordinaires | 9,4 \$                             | 12,4 \$ | 56,3 \$  | 42,2 \$ |
| Achats                            | 0,5                                | 0,8     | 2,8  | 1,9     |
| Autres produits                   | 0,4                                | 0,5     | 1,2  | 1,4     |

De plus, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018, des transactions s'élevant à 0,2 million \$ (0,3 million \$ en 2017) ont été faites aux prix normaux du marché avec des entreprises dont des membres du conseil d'administration de la Société sont dirigeants. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2018, ces transactions s'élèvent à 0,6 million \$ (1,1 million \$ en 2017).

### Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

|  | Trimestre clos le<br>31 décembre |        | Périodes de neuf<br>mois closes les<br>31 décembre |         |
|--|----------------------------------|--------|--|---------|
|  | 2017                             | 2016   | 2017   | 2016    |
| Salaires et autres avantages du personnel à court terme                          | 2,3 \$                           | 2,1 \$ | 4,9 \$   | 4,9 \$  |
| Avantages postérieurs à l'emploi - r égimes à prestations définies <sup>1)</sup> | 0,5                              | 0,3    | 1,4  | 0,9     |
| Paiements fondés sur des actions   | 2,7                              | 1,4    | 12,4   | 10,9    |
|  | 5,5 \$                           | 3,8 \$ | 18,7 \$  | 16,7 \$ |

<sup>1)</sup> Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.